

Rapport de gestion CORPORATION FIERA CAPITAL

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2018



FIERACAPITAL

Table des matières

Mode de présentation	1
Déclarations prospectives.....	2
Vue d'ensemble de la Société	3
Événements importants	3
Vue d'ensemble des marchés et de la conjoncture économique.....	4
Sommaire du rendement du portefeuille	7
Principales tendances des actifs sous gestion et des produits.....	8
Points saillants du trimestre clos le 30 septembre 2018.....	10
Résultats financiers	13
Résultats d'exploitation et performance globale.....	16
Sommaire des résultats trimestriels	31
Situation de trésorerie et sources de financement.....	33
Contrôles et procédures.....	43
Instruments financiers	44
Gestion du capital	44
Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations.....	44
Nouvelles normes comptables	45
Mesures non conformes aux IFRS	48
Facteurs de risque.....	53

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Rapport de gestion Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Le présent rapport de gestion, daté du 9 novembre 2018, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (la « Société » ou « Fiera Capital ») au 30 septembre 2018 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes au 30 septembre 2018 ainsi que pour le trimestre clos à cette date.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de Corporation Fiera Capital et de ses filiales. Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une entité émettrice lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte au moment d'évaluer si la Société contrôle ou non une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle elle en perd le contrôle. Les transactions intersociétés ainsi que les soldes provenant de telles transactions avec les filiales et parmi celles-ci sont tous éliminés à la consolidation.

La participation ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres des filiales est présentée séparément dans les états consolidés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres.

Les méthodes comptables des filiales sont modifiées, s'il y a lieu, avant que la Société acquière une entreprise afin d'en assurer la cohérence avec celles qu'elle a adoptées.

Après la date d'acquisition, la quote-part revenant à la Société du résultat net d'une coentreprise est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net. Les fluctuations cumulatives postérieures à l'acquisition sont prises en compte dans la valeur comptable du placement.

À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis. Certaines données comparatives ont été reclassées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

MODE DE PRÉSENTATION

La Société dresse ses états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à la *Norme comptable internationale* (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'*International Accounting Standards Board* (l'« IASB »). Par conséquent, ils n'incluent pas l'ensemble des informations à fournir pour les états financiers consolidés annuels selon les *Normes internationales d'information financière* (les *International Financial Reporting Standards*, ou « IFRS »). Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles utilisées par la Société dans ses états financiers au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes, interprétations et modifications décrites à la note 3. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

Le présent rapport de gestion doit aussi être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, qui décrivent les méthodes comptables ayant servi à leur établissement.

La Société présente le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA »), le BAIIA ajusté, le BAIIA ajusté par action, la marge du BAIIA ajusté, le résultat net ajusté¹⁾ et le résultat net ajusté par action¹⁾ comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La définition de ces mesures non conformes aux IFRS et le rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables sont présentés à la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* du présent rapport de gestion.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient des déclarations prospectives. Dans certains cas, les déclarations prospectives peuvent être identifiées par des termes tels que « pourrait », « fera », « devrait », « s'attend à », « anticipe », « croit », « estime », « prévoit », « potentiel », « continue », « cible », « entend » ou la forme négative de ces termes ou toute terminologie comparable. De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux hypothèses, incertitudes et risques inhérents, tant généraux que particuliers, ainsi que le risque que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Société ne garantit donc pas que ses déclarations prospectives se réaliseront et elle conseille aux lecteurs de ne pas s'y fier indûment, puisque les résultats et faits réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions qui y sont exprimées en raison d'importants facteurs dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs comprennent, notamment, le rendement des placements de Fiera, sa capacité de maintenir sa clientèle existante et d'attirer de nouveaux clients, sa dépendance vis-à-vis de grands clients, sa capacité de recruter du personnel clé et de le conserver, sa capacité de réussir l'intégration des entreprises dont elle fait l'acquisition, la concurrence dans son secteur d'activité, sa capacité de gérer les conflits d'intérêts, la conjoncture économique défavorable au Canada et dans le reste du monde (notamment par suite de replis des marchés des capitaux), les fluctuations des taux d'intérêt et cours du change, les sanctions imposées par les autorités de réglementation ou le tort pouvant être fait à sa réputation par suite d'erreurs ou de l'inconduite de membres de son personnel, les risques liés aux questions réglementaires et aux litiges et la capacité de Fiera Capital de gérer ces risques, le manquement par des tiers à leurs obligations vis-à-vis de Fiera Capital et de ses sociétés affiliées, les actes de la nature et autres cas de force majeure, l'évolution des lois et règlements au Canada et ailleurs, notamment en matière de fiscalité, l'incidence et les conséquences de l'endettement de Fiera Capital, la dilution éventuelle du capital social et les autres facteurs décrits sous la rubrique *Facteurs de risque* du présent rapport de gestion ou dans d'autres documents déposés périodiquement par la Société auprès des autorités compétentes en valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives sont faites en date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage nullement à les actualiser ou à les réviser à la lumière de nouveaux événements ou circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières.

¹⁾ La définition du résultat net ajusté a été modifiée et certaines données comparatives ont été retirées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS*, à la page 48.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

Corporation Fiera Capital (« Fiera Capital » ou la « Société ») a été constituée en tant que Fry & Company (Investment Management) Limited en 1955 en vertu des lois de la province d'Ontario. La Société est un gestionnaire de portefeuille mondial qui propose une gamme complète de solutions de placement traditionnelles et non traditionnelles, y compris une profonde expertise en répartition d'actifs. La Société offre des conseils en placement et des services connexes aux investisseurs institutionnels, à des clients en gestion privée et à des investisseurs au détail. Aux États-Unis, les services de conseils en placement sont offerts par deux filiales américaines de la Société, soit Fiera Capital Inc. et Bel Air Management, LLC, qui sont inscrites à titre de conseillers en placement auprès de la *U.S. Securities and Exchange Commission* (« SEC »). Fiera Capital (UK) Limited [auparavant, Charlemagne Capital (UK) Limited], filiale de la Société, est inscrite auprès de la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, ainsi qu'auprès de la SEC à titre de conseiller en placement et Fiera Capital (IOM) Limited [auparavant, Charlemagne Capital (IOM)] est inscrite auprès de la *Financial Services Authority* à l'île de Man, ainsi qu'auprès de la SEC à titre de conseiller en placement. Clearwater Capital Partners Singapore Pte Ltd., Clearwater Capital Partners Hong Kong Limited et Clearwater Capital Partners, L.P., des affiliés de la Société, sont toutes trois titulaires de licences délivrées par la *Monetary Authority of Singapore* et par la *Securities and Futures Commission of Hong Kong* et de la *Cayman Islands Monetary Authority* et chaque entité est un conseiller assujéti exempt (*Exempt Reporting Adviser*) auprès de la SEC. Le siège social de la Société est situé au 1501, avenue McGill College, bureau 800, Montréal (Québec) Canada. Les actions de la Société se négocient à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « FSZ ».

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

- **Présence accrue en Asie avec l'acquisition de Clearwater Capital Partners** — le 9 août 2018. La Société a fait l'acquisition de Clearwater Capital Partners, LLC, société de placement asiatique spécialisée en crédit et situations spéciales établie à Hong Kong. La contrepartie totale versée à la clôture, sous réserve des ajustements postérieurs à la clôture de la transaction, s'est établie à 21 millions de dollars américains, dont une tranche de 12 millions de dollars américains en trésorerie et une tranche de 9 millions de dollars américains en actions de catégorie A nouvellement émises. Un montant additionnel au titre de paiements éventuels d'au plus 44 millions de dollars américains (montant non actualisé) sera exigible sur une durée de cinq ans si certaines conditions de performance sont respectées.
- **Renégociation des modalités de l'entente de l'actif sous gestion existante** – le 31 août 2018. Fiera Capital a annoncé qu'elle avait convenu des modalités de renouvellement jusqu'au 30 juin 2022 de l'entente datée du 2 avril 2012 eu égard aux actifs sous gestion auprès de la Banque Nationale du Canada et de Gestion de portefeuille NatCan Inc., une filiale en propriété exclusive de la Banque Nationale du Canada.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

- **Mise en œuvre d'un nouveau plan stratégique** – le 2 octobre 2018. La Société a présenté une mise à jour sur l'avancement du plan stratégique 2022 de la Société (le « plan de 2022 »). L'objectif du plan de 2022, qui a été élaboré à l'interne sur les 12 derniers mois et approuvé par le conseil d'administration de la Société au mois d'août, est d'élever Fiera Capital au rang de gestionnaire d'actifs mondial à stratégies multiples de premier plan présentant des stratégies intégrées dans le premier quartile et reconnu pour ses gens de talent et pour la prestation des meilleures solutions qui soient à ses clients à l'échelle mondiale.

- **Nouvelles nominations** – les 16 et 22 octobre 2018. Kanesh Lakhani a été nommé président et chef de la direction de la division européenne de Fiera Capital, située à Londres, et Lucas Pontillo s’est joint à Fiera Capital à titre de vice-président exécutif et chef de la direction financière globale. L’ancien chef de la direction financière, John Valentini, occupe désormais le poste de président et chef de la direction de la division des stratégies de placement privé alternatives de Fiera.
- **Obligation de paiement annuel à Natcan** – le 1^{er} octobre 2018. Fiera Capital a procédé à un paiement en trésorerie de 8,5 millions de dollars à Gestion de portefeuille Natcan Inc. aux termes des modalités de la convention d’achat des actifs datant du 24 février 2012, dans sa version modifiée, en ce qui a trait à l’acquisition par la Société des activités de Natcan.
- **Vente de fonds communs de placement de détail à Canoe Financial LP** – le 22 octobre 2018. La Société a conclu une entente avec Canoe Financial LP, en vertu de laquelle Canoe a convenu de faire l’acquisition des droits de gestion de neuf fonds communs de placement et a convenu que Fiera Capital continuerait d’agir à titre de conseiller secondaire pour les fonds Fiera Capital Fonds d’actions mondiales, Fiera Capital Fonds défensifs d’actions mondiales, Fiera Capital Fonds d’actions internationales et Fiera Capital Fonds d’actions de croissance. La transaction devrait se conclure au premier trimestre de 2019 et est assujettie, entre autres choses, à l’obtention de toutes les approbations nécessaires des porteurs de parts et des autorités de réglementation, ainsi qu’à la satisfaction d’autres conditions usuelles de clôture.

VUE D’ENSEMBLE DES MARCHÉS ET DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Vue d’ensemble des marchés

Les investisseurs ont été les spectateurs de nombreux événements au cours du dernier trimestre, dont l’intensification de la politique protectionniste du président Trump, l’agitation dans les marchés émergents et un environnement politiquement chargé en Europe. Plus particulièrement, le président Trump a imposé des tarifs sur une valeur totale de 250 milliards de dollars américains d’importations chinoises alors que la Chine a répliqué en imposant des droits sur une valeur totale de 110 milliards de dollars américains d’importations américaines.

Par ailleurs, le président Trump a resserré d’un cran sa position agressive et a menacé d’imposer des tarifs sur une valeur additionnelle de 267 milliards de dollars américains si la Chine prend d’autres mesures de représailles. Toutefois, des progrès notables ont été réalisés ailleurs. Après plusieurs mois d’impasse dans les négociations de l’ALENA, les responsables politiques en sont arrivés à un accord trilatéral refondu, au moment même où une nouvelle ronde de tarifs a été mise de côté pendant les pourparlers commerciaux des États-Unis et de l’Union européenne, permettant essentiellement au président Trump de se concentrer sur la Chine, la principale cible de sa politique protectionniste depuis le tout début. Enfin, les opinions divergentes sur les règles fiscales de l’Union européenne mettent à l’épreuve la stabilité financière de la région après que l’Italie a proposé un déficit budgétaire beaucoup plus important que prévu et que l’avenir du Royaume-Uni demeure fâcheusement incertain dans un contexte où les négociations du Brexit traînent, peinant à faire progresser les choses.

Les marchés boursiers mondiaux se sont avérés résilients dans ce contexte de tensions commerciales accrues et de perturbation des marchés émergents. Ceci étant dit, l’indice mondial MSCI tous pays a clôturé le trimestre de manière très positive, les résultats étant variables d’une région à l’autre. Plus particulièrement, le marché boursier américain a sans conteste été le gagnant au cours du troisième trimestre, établissant de nouveaux records. À l’opposé, le marché boursier canadien est demeuré sous pression, alors que les négociations entre les États-Unis et le Canada ont peu progressé vers la conclusion d’un ALENA refondu et ont pesé sur le TSX. Les actions européennes étaient également sous pression en

raison des vents de face persistants en ce qui a trait aux échanges commerciaux et des préoccupations quant au fait que la coalition populiste de l'Italie s'opposera probablement au budget expansionniste de l'Union européenne. Parallèlement, les bourses japonaises ont marqué une remontée grâce à la faiblesse du yen et à la solide croissance des résultats. Enfin la combinaison de la hausse des rendements américains, de l'affermissement du billet vert, des tensions commerciales et de certaines questions spécifiques en Turquie et en Argentine ont déclenché des sorties massives d'actifs des marchés émergents, entraînant la chute de l'indice des titres des marchés émergents, bien que les pertes trimestrielles aient été compensées en partie par un environnement monétaire moins hostile en fin de trimestre.

Dans l'intervalle, les marchés des titres à revenu fixe ont inscrit des résultats négatifs au troisième trimestre de 2018. Les rendements des obligations nord-américaines ont connu une hausse sur l'ensemble de la courbe, et les courbes de rendement se sont aplanies, le recul des titres à court terme excédant celui des titres à long terme. Les titres à court terme ont connu une hausse alors que les investisseurs ont davantage misé sur la normalisation de la banque centrale, et les titres à long terme ont également connu une hausse alors que les attentes liées à l'inflation ont refait surface dans le contexte caractérisé par une solide croissance, des signes d'accentuation des pressions sur les prix et la hausse des prix des marchandises. Enfin, les obligations de sociétés et les obligations à haut rendement ont excédé le rendement des obligations gouvernementales, l'appétit accru pour le risque suscitant l'intérêt des investisseurs pour les obligations de société au cours du troisième trimestre.

Vue d'ensemble de la conjoncture économique

En dépit de la récente hausse des tensions commerciales et des incertitudes politiques en Europe, le scénario d'une croissance mondiale simultanée demeure tout à fait intact, alors que les stimulations monétaires et fiscales conciliantes devraient permettre la poursuite d'une croissance ininterrompue au cours de l'exercice à venir.

L'économie canadienne n'a pas subi d'importants dommages collatéraux découlant de l'impasse dans les négociations de l'ALENA au cours du troisième trimestre. Alors que l'économie interne est bien soutenue par de solides gains au chapitre des dépenses des consommateurs et des entreprises, l'élément le plus encourageant est le regain des exportations en raison de la forte demande au sud de la frontière et de la faiblesse du dollar canadien. L'environnement caractérisé par une croissance excédant la tendance et par des pressions à la hausse sur les prix ont fourni à la Banque du Canada des motifs pour relever les taux d'intérêt une fois de plus en 2018.

L'économie américaine continue de fonctionner à plein régime et mène la croissance du G7, affichant une solidité généralisée à la fois dans les secteurs des services et manufacturier. Par ailleurs, les indicateurs prospectifs suggèrent une résilience économique soutenue au cours de l'exercice à venir, alors que la double dose de stimulation fiscale pour une économie déjà dynamique devrait stimuler les pressions inflationnistes, exacerbant le besoin d'adoption d'une politique monétaire normalisatrice par la Réserve fédérale américaine, bien que de manière très graduelle.

À l'étranger, l'économie européenne a renoué avec des niveaux plus durables, justifiant la décision de la Banque centrale européenne (BCE) de cesser ses achats d'actifs plus tard au cours de l'exercice. Parallèlement, la conjoncture économique s'est améliorée au Japon, bien que la baisse de l'inflation contrôlée assurera le maintien de la position de relance adoptée par la Banque du Japon, alors que le risque d'achoppement des négociations du Brexit ou d'un changement de gouvernement représente des risques baissiers en ce qui a trait aux perspectives économiques britanniques.

Enfin, les vulnérabilités des économies de marché émergentes demeurent essentiellement spécifiques, alors que les meilleures situations financières ont réduit la probabilité d'une crise à l'image de celle survenue en 1997. Fait à noter, la trajectoire économique de la Chine demeure stable, alors que les moteurs de croissance se sont déplacés vers la consommation, réduisant ainsi la vulnérabilité à une guerre commerciale de grande ampleur. Par ailleurs, les responsables politiques ont signifié leur volonté de soutenir l'économie grâce à des politiques de stimulation monétaire et fiscale aidant à contrecarrer toute incidence défavorable des tarifs nouvellement imposés.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

SOMMAIRE DU RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Taux de rendement annualisés au 30 septembre 2018

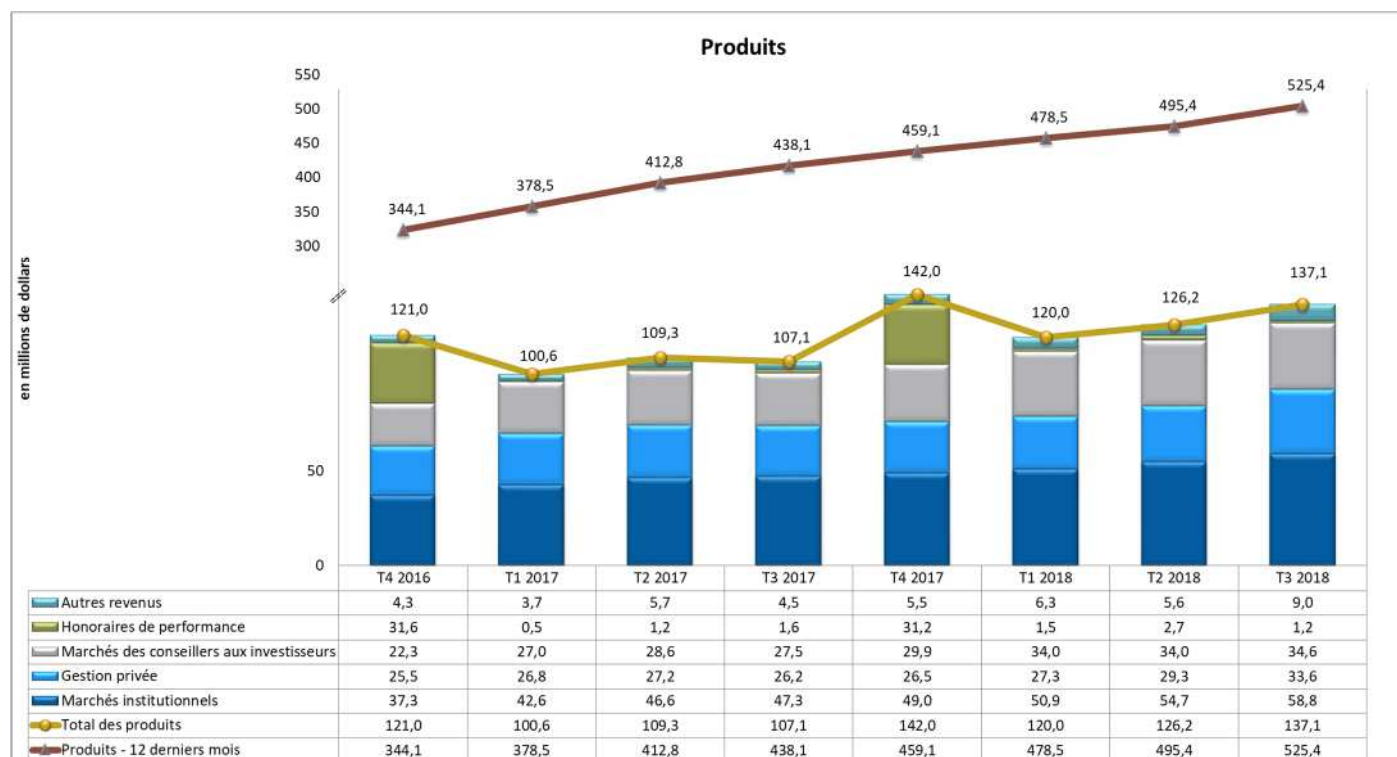
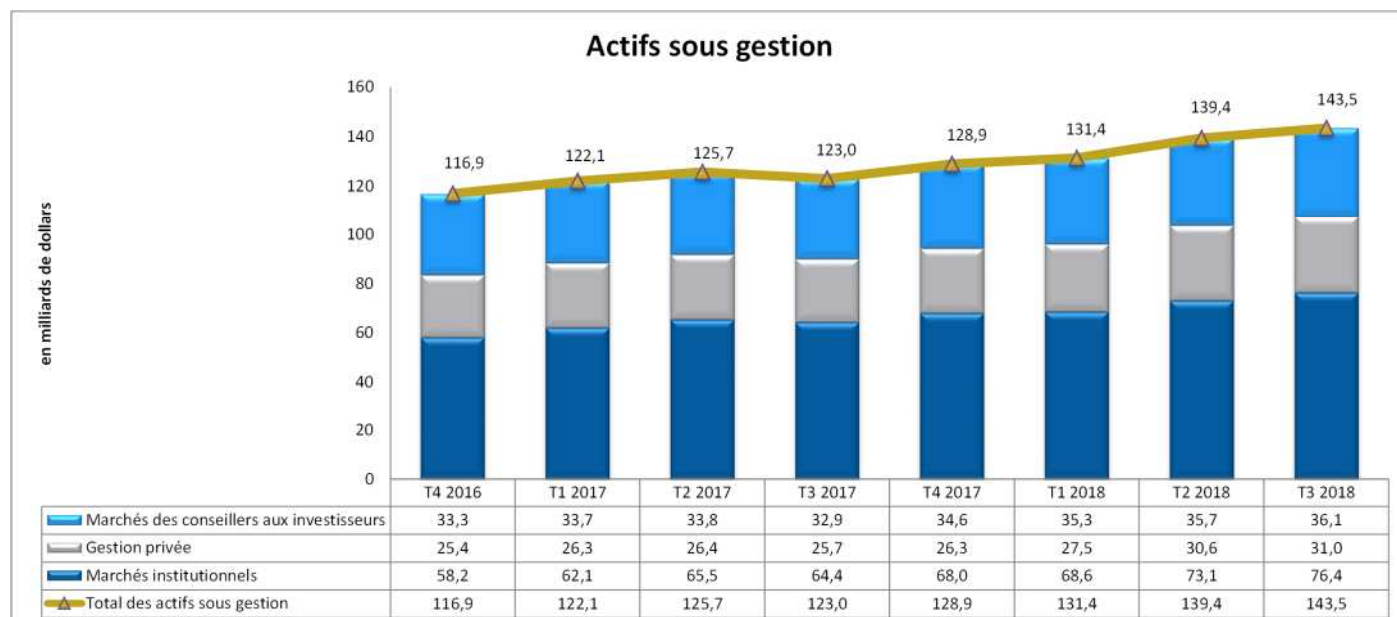
Stratégies de placement	Actifs sous gestion (en milliards de dollars)	1 an			5 ans ou depuis la création* (si cette date est à l'intérieur des 5 dernières années)			Date de création	Indice de référence	Notes
		Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile			
Revenu fixe	68,7									
Revenu fixe – Gestion intégrée univers		2,21	0,54	1	3,8	0,53	1	1 ^{er} janv. 1993	Indice obligataire universel FTSE TMX	
Revenu fixe – Gestion tactique univers		3,13	1,47	1	3,44	0,18	3	1 ^{er} janv. 2000	Indice obligataire universel FTSE TMX	
Obligations à haut rendement		2,73	0,39	3	5,4	-0,06	2	1 ^{er} févr. 2002	Indice de référence mixte à haut rendement	
Actions privilégiées – valeur relative		6,12	1,02	s. o.	4,27	1,87	s. o.	1 ^{er} févr. 2004	Indice d'actions privilégiées S&P/TSX	
Obligations infrastructure		4,11	0,23	s. o.	6,61	0,73	s. o.	1 ^{er} août 2011	Indice des obligations provinciales à long terme FTSE TMX	
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence principal)		-0,53	-0,34	s. o.	1,94	-0,21	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index	
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence secondaire)		-0,53	-0,06	s. o.	1,94	0,33	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 Year AA+ Municipal Index	
Tax Efficient Core Plus		-0,26	-0,08	s. o.	2,74	0,38	s. o.	31 déc. 2012	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index	
High Grade Core Intermediate (indice de référence principal)		-0,55	0,38	s. o.	1,85	0,15	s. o.	31 déc. 2004	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Index	
High Grade Core Intermediate (indice de référence secondaire)		-0,55	0,45	s. o.	1,85	0,31	s. o.	1 ^{er} janv. 2005	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Ex CMBS/ABS/BBB Index	
Équilibré	4,1									
Fonds équilibré « Core »		8,48	1,71	1	9,32	1,43	1	1 ^{er} sept. 1984	Indice de référence – équilibré « Core »	
Fonds équilibré intégré		8,44	2,10	1	9,49	1,7	1	1 ^{er} avr. 2013	Indice de référence – équilibré intégré	
Actions	60,5									
Actions canadiennes		7,92	2,05	1	10,88	3,07	1	1 ^{er} janv. 2013	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – « Core »		8,50	2,63	1	9,16	1,36	3	1 ^{er} janv. 1992	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – Opportunités		6,73	0,86	2	7,92	0,11	3	1 ^{er} nov. 2002	Indice composé S&P/TSX	
Actions à revenu élevé		-0,03	-1,36	4	5,92	0,61	4	1 ^{er} oct. 2009	Indice composé à dividendes élevés S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core »		13,74	13,67	1	9,18	4,94	2	1 ^{er} janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation		3,68	3,61	3	7,66	3,42	3	1 ^{er} janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions américaines		26,91	5,05	1	21,43	2,14	1	1 ^{er} avr. 2009	Indice S&P 500 (\$ CA)	
Actions internationales		11,89	5,71	1	12,82	3,51	1	1 ^{er} janv. 2010	Indice MSCI EAEO net (\$ CA)	
Actions mondiales		18,47	3,50	1	17,55	3,14	1	1 ^{er} oct. 2009	Indice MSCI Monde net (\$ CA)	
Apex Large Cap Growth		22,66	-3,63	3	15,95	-0,64	2	1 ^{er} avril 2007	Russell 1000 Growth	
Apex Mid Cap Growth		32,69	11,59	1	17,94	4,93	1	1 ^{er} mai 2008	Russell MidCap Growth	
Apex Smid Growth		22,80	-0,31	3	12,17	-0,70	3	1 ^{er} janv. 1990	Russell 2500 Growth	
Apex Small Cap Growth		17,90	-3,13	4	8,90	-3,24	4	1 ^{er} janv. 2006	Russell 2000 Growth	
Marchés Émergents de City National Rochdale		-12,71	-2,81	4	6,26	1,08	2	14 déc. 2011	Indice MSCI Marchés émergents NR (\$ US)	
Emerging Markets Core Growth		-6,09	-5,28	4	5,31	1,69	2	1 ^{er} juill. 2003	Indice MSCI Marchés émergents	
Emerging Markets Growth & Income		1,91	2,72	1	3,06	-0,56	4	1 ^{er} juill. 2010	Indice MSCI Marchés émergents	
Frontier Markets		-7,35	0,38	3	11,00	8,13	1	1 ^{er} juill. 2010	Indice MSCI Marchés frontaliers	
Placements non traditionnels	10,2									
Fonds – Marché neutre nord-américain		4,46	–	s. o.	4,62	–	s. o.	1 ^{er} oct. 2007	Rendement absolu	
Fonds – Actions « Long/Short »		4,36	–	s. o.	10,54	–	s. o.	1 ^{er} août 2010	Rendement absolu	
Fonds – Financement diversifié		8,11	–	s. o.	6,38	–	s. o.	1 ^{er} avr. 2008	Rendement absolu	
Fonds – Multi-stratégies – Revenu		3,06	–	s. o.	5,07	–	s. o.	1 ^{er} nov. 2009	Rendement absolu	
Fonds – Infrastructure		7,96	–	s. o.	6,25	–	s. o.	1 ^{er} mars 2010	Rendement absolu	
Fonds – Immobilier		6,85	–	s. o.	6,23	–	s. o.	1 ^{er} juill. 2013	Rendement absolu	
Fiera Private Lending Construction Financing Fund		7,57	–	s. o.	7,04	–	s. o.	22 nov. 2006	Rendement absolu	
Fiera Private Lending Mezzanine Financing Fund		10,17	–	s. o.	9,85	–	s. o.	21 juill. 2015	Rendement absolu	
Fiera Private Lending Business Financing Fund		6,72	–	s. o.	8,27	–	s. o.	6 nov. 2013	Rendement absolu	
Charlemagne OCCO Eastern European Fund		2,95	–	s. o.	4,94	–	s. o.	1 ^{er} janv. 2002	Rendement absolu	
Charlemagne OAKS Emerging & Frontier Opportunities Fund		-5,66	–	s. o.	6,82	–	s. o.	25 sept. 2013	Rendement absolu	
TOTAL DES ACTIFS SOUS GESTION	143,5									

Notes :

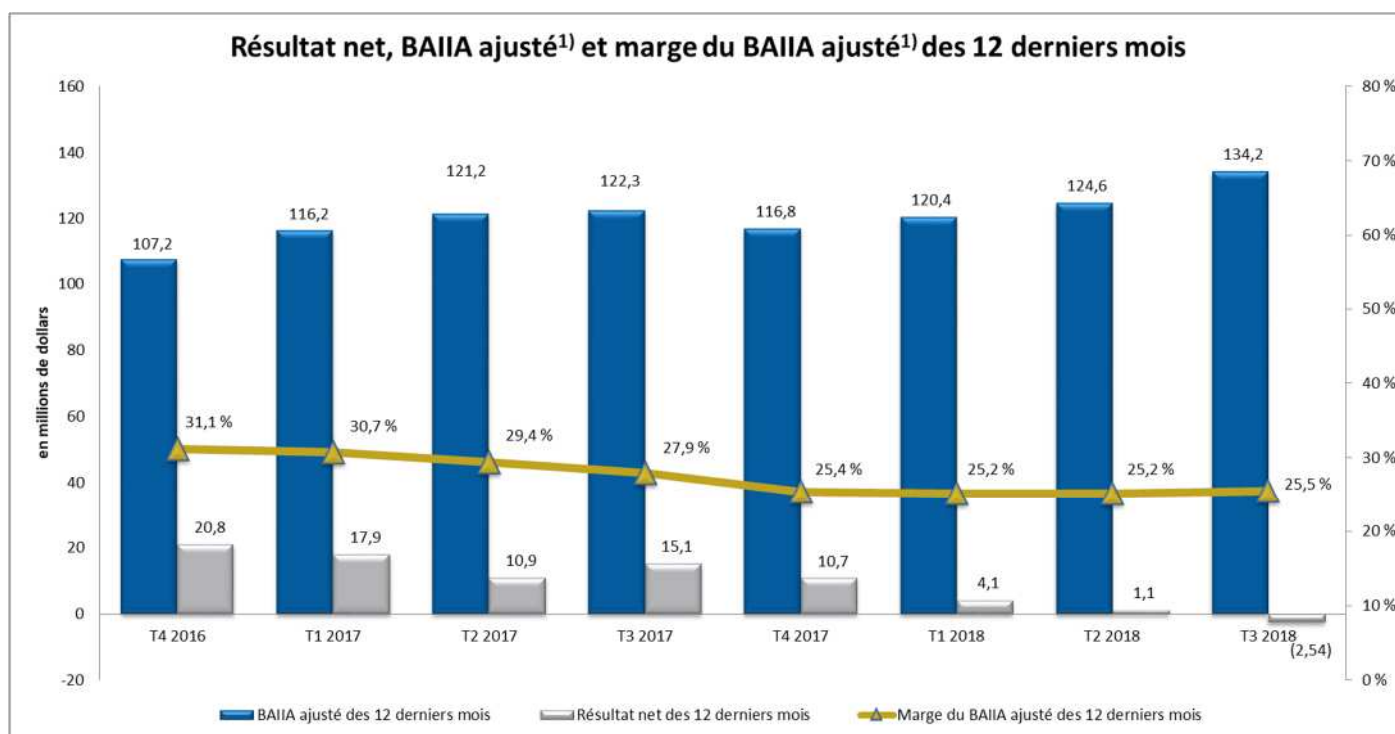
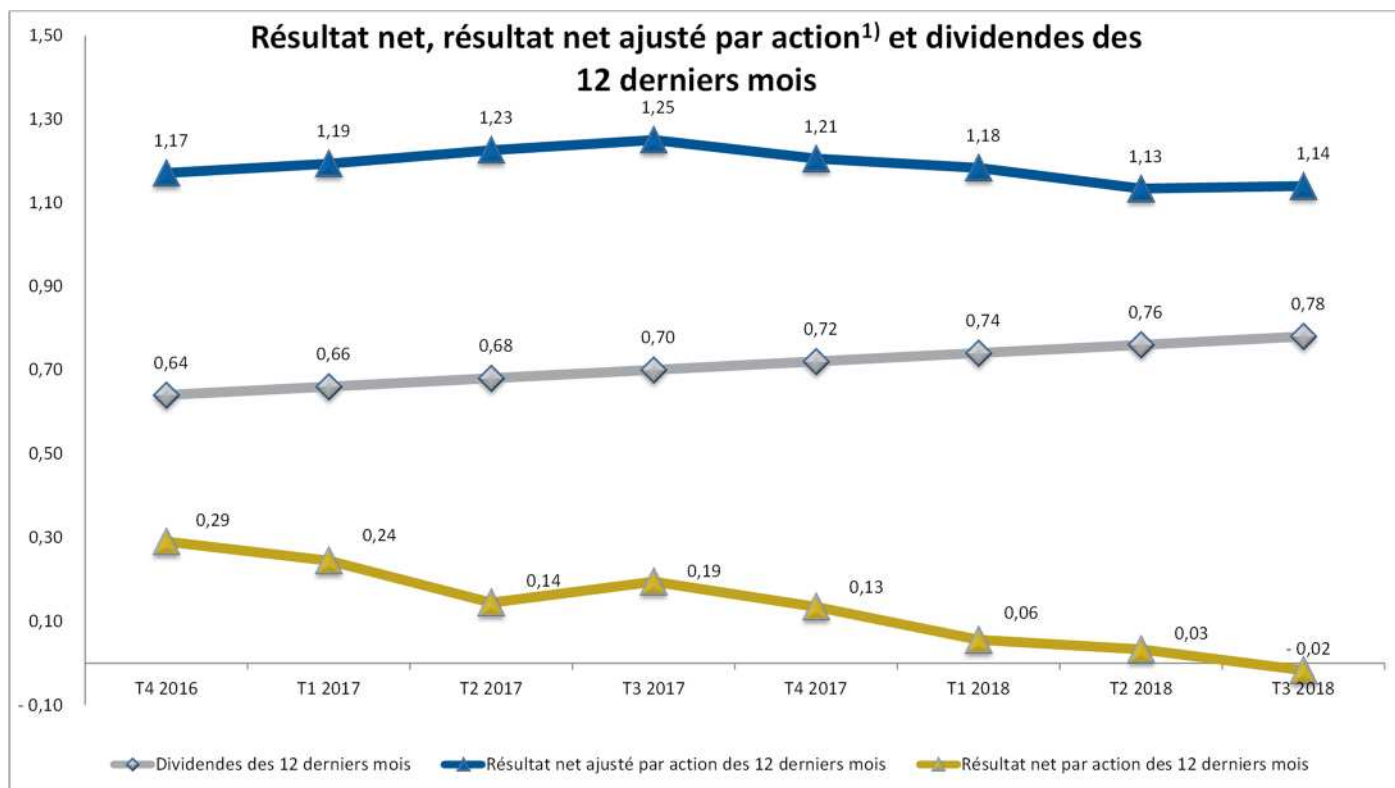
1. L'indice de référence mixte à haut rendement est composé à 85 % de l'indice Merrill Lynch US High Yield Cash Pay BB-B (couvert en \$ CA) et à 15 % de l'indice Merrill Lynch High Yield Cash Pay C (couvert en \$ CA).
2. L'indice de référence – équilibré « Core » est composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde net.
3. L'indice de référence – équilibré intégré est composé à 2 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 36 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 35 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27 % de l'indice MSCI Monde Tous Pays Net.
4. Rendements en dollars américains
Renseignements importants :
 - Tous les rendements sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.
 - Tous les rendements présentés ci-dessus sont annualisés.
 - Tous les rendements, sauf ceux liés aux stratégies de placement non traditionnelles et aux fonds équilibrés, sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, des frais de garde et des retenues fiscales, mais après déduction des coûts de transaction.
 - Les rendements des stratégies de placement non traditionnelles et des fonds équilibrés sont présentés déduction faite des honoraires de gestion, des frais de garde, des honoraires de performance et des retenues fiscales.
 - Les rendements présentés présument le réinvestissement de tous les dividendes.
 - Les rendements présentés de chacune des stratégies, excepté ceux des stratégies non traditionnelles, témoignent des rendements d'un ensemble de portefeuilles discrétionnaires.
 - Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille discrétionnaire unique ou bien à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.
 - La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.
 - Les fonds composés et les fonds en gestion commune ci-dessus ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société; les actifs sous gestion représentent le montant total géré pour chaque catégorie d'actifs.
 - Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

PRINCIPALES TENDANCES DES ACTIFS SOUS GESTION ET DES PRODUITS

Les diagrammes ci-après illustrent les tendances en ce qui concerne les actifs sous gestion et les produits trimestriels et pour les 12 derniers mois, ainsi que le BAIIA ajusté¹⁾, la marge du BAIIA ajusté¹⁾, le résultat net par action, le résultat ajusté par action¹⁾ et les dividendes pour les 12 derniers mois.



¹⁾ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 48.



¹⁾ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 48.

POINTS SAILLANTS DU TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 20,5 milliards de dollars, ou 17 %, pour se fixer à 143,5 milliards de dollars au 30 septembre 2018, contre des actifs sous gestion de 123,0 milliards de dollars au 30 septembre 2017.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018 se sont accrus de 30,4 millions de dollars, ou 29 %, pour s'établir à 135,9 millions de dollars par rapport aux 105,5 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les honoraires de performance ont été de 1,2 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 1,6 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont grimpé de 22,4 millions de dollars, ou 26 %, pour se chiffrer à 107,3 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, alors qu'ils avaient été de 84,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le BAIIA ajusté¹⁾ a augmenté de 9,6 millions de dollars, ou 36 %, pour atteindre 36,6 millions de dollars au troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 27,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 0,38 \$ (de base) et 0,36 \$ (dilué)¹⁾ pour le troisième trimestre de 2018, contre 0,33 \$ par action (de base) et 0,32 \$ (dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 1,0 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué), en baisse de 3,6 millions de dollars, ou 78 %, par rapport à celui du troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 4,6 millions de dollars, ou 0,06 \$ par action (de base) et 0,05 \$ (dilué).
- › Le résultat net ajusté¹⁾ attribuable aux actionnaires de la Société pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018 s'est élevé à 27,5 millions de dollars, ou 0,29 \$ par action (de base) et 0,27 (dilué)¹⁾, contre 23,1 millions de dollars, ou 0,28 \$ par action (de base) et 0,27 \$ (dilué), pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017.

¹⁾ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 48.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 4,1 milliards de dollars, ou 3 %, pour se fixer à 143,5 milliards de dollars au 30 septembre 2018, contre 139,4 milliards de dollars au 30 juin 2018.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018 ont augmenté de 12,3 millions de dollars, ou 10 %, pour s'établir à 135,9 millions de dollars par rapport aux 123,6 millions de dollars du trimestre précédent clos le 30 juin 2018.
- › Les honoraires de performance ont été de 1,2 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 2,7 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont augmenté de 7,7 millions de dollars, ou 8 %, pour se chiffrer à 107,3 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, alors qu'ils avaient été de 99,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018.
- › Le BAIIA ajusté¹⁾ a augmenté de 3,9 millions de dollars, ou 12 %, pour atteindre 36,6 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 32,7 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018. Le BAIIA ajusté par action¹⁾ s'est élevé à 0,38 \$ (de base) et 0,36 \$ (dilué) pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, comparativement à 0,35 \$ (de base et dilué) pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018.
- › Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, la Société a comptabilisé un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 1,0 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué), en hausse de 3,1 millions de dollars, ou plus de 100 %, par rapport au trimestre précédent clos le 30 juin 2018, au cours duquel la Société a enregistré un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (2,1) millions de dollars, ou (0,02) \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté¹⁾ attribuable aux actionnaires de la Société pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018 s'est élevé à 27,5 millions de dollars, ou 0,29 \$ par action (de base) et 0,27 \$ par action (dilué), contre 23,8 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018.

¹⁾ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 48.

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018 et 2017

- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018 se sont accrus de 64,3 millions de dollars, ou 20 %, pour s'établir à 378,0 millions de dollars par rapport aux 313,7 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les honoraires de performance ont été de 5,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, contre 3,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont grimpé de 54,0 millions de dollars, ou 22 %, pour se chiffrer à 304,8 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, alors qu'ils avaient été de 250,8 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017.
- › Le BAIIA ajusté a progressé de 17,5 millions de dollars, ou 22 %, pour atteindre 98,2 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, contre 80,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 1,05 \$ (de base et dilué) pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, contre 0,99 \$ (de base) et 0,95 \$ (dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › La période de neuf mois close le 30 septembre 2018 s'est soldée par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (3,3) millions de dollars, ou (0,04) \$ par action (de base et dilué), en baisse de 13,2 millions de dollars, ou de plus de 100 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, au cours de laquelle le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 9,9 millions de dollars, ou 0,12 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018 s'est élevé à 72,7 millions de dollars, ou 0,78 \$ par action (de base et dilué), contre 70,0 millions de dollars, ou 0,86 \$ par action (de base) et 0,83 \$ (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

RÉSULTATS FINANCIERS

Tableau 1 – États consolidés du résultat net et actifs sous gestion

ACTIFS SOUS GESTION (en millions de dollars)	AUX			VARIATION	
	30 SEPTEMBRE 2018	30 JUIN 2018	30 SEPTEMBRE 2017	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²⁾	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Actifs sous gestion	143 475	139 389	123 003	4 085	20 471

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 30 JUIN 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2017	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²⁾	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Produits					
Honoraires de gestion	126 936	117 947	100 997	8 989	25 939
Honoraires de performance – actifs traditionnels	1 133	2 664	1 603	(1 531)	(470)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	41	(14)	1	55	40
Autres revenus	8 999	5 635	4 526	3 364	4 473
	137 109	126 232	107 127	10 877	29 982
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	106 710	99 254	84 498	(7 456)	(22 212)
Frais des gestionnaires externes	544	373	425	(171)	(119)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 091	1 018	966	(73)	(125)
Amortissement des immobilisations incorporelles	11 834	10 488	10 497	(1 346)	(1 337)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	5 393	5 054	2 641	(339)	(2 752)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	5 978	5 720	375	(258)	(5 603)
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	871	2 389	2 357	1 518	1 486
Frais d'acquisition	2 594	2 508	378	(86)	(2 216)
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	1	–	480	(1)	479
(Profit) perte réalisé sur les placements	(3)	2	2	5	5
Total des charges	135 013	126 806	102 619	(8 207)	(32 394)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	2 096	(574)	4 508	2 670	(2 412)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	969	1 641	(263)	672	(1 232)
Résultat net	1 127	(2 215)	4 771	3 342	(3 644)
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Société	995	(2 106)	4 603	3 101	(3 608)
À la participation ne donnant pas le contrôle	132	(109)	168	241	(36)
Résultat net	1 127	(2 215)	4 771	3 342	(3 644)
PAR ACTION (DE BASE)					
BAIIA ajusté ¹⁾	0,38	0,35	0,33	0,03	0,05
Résultat net	0,01	(0,02)	0,06	0,03	(0,05)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,29	0,26	0,28	0,03	0,01
PAR ACTION (DILUÉ)					
BAIIA ajusté ¹⁾	0,36	0,35	0,32	0,01	0,04
Résultat net	0,01	(0,02)	0,05	0,03	(0,04)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,27	0,26	0,27	0,01	–

¹⁾ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 48.

²⁾ POS : positive; NÉG : négative.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Tableau 1 – États consolidés du résultat net et actifs sous gestion (suite)

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES		VARIATION POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2017	
Produits			
Honoraires de gestion	357 064	299 706	57 358
Honoraires de performance – actifs traditionnels	5 370	3 339	2 031
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	(76)	(1)	(75)
Autres revenus	20 964	14 006	6 958
	383 322	317 050	66 272
Charges			
Frais de vente et charges générales et administratives	303 483	248 996	(54 487)
Frais des gestionnaires externes	1 284	1 772	488
Amortissement des immobilisations corporelles	3 056	2 853	(203)
Amortissement des immobilisations incorporelles	32 345	32 332	(13)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	15 208	6 645	(8 563)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	16 165	2 972	(13 193)
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	4 188	8 284	4 096
Frais d'acquisition	8 120	3 755	(4 365)
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	1	480	479
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles	-	371	371
Perte (profit) réalisé sur les placements	26	(10)	(36)
	383 876	308 450	(75 426)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	(554)	8 600	(9 154)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	2 627	(1 028)	(3 655)
Résultat net	(3 181)	9 628	(12 809)
Attribuable :			
Aux actionnaires de la Société	(3 304)	9 908	(13 212)
À la participation ne donnant pas le contrôle	123	(280)	403
Résultat net	(3 181)	9 628	(12 809)
PAR ACTION (DE BASE)			
BAlIA ajusté ¹⁾	1,05	0,99	0,06
Résultat net	(0,04)	0,12	(0,16)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,78	0,86	(0,08)
PAR ACTION (DILUÉ)			
BAlIA ajusté ¹⁾	1,05	0,95	0,10
Résultat net	(0,04)	0,12	(0,16)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,78	0,83	(0,05)

¹⁾ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 48.

²⁾ POS : positive; NÉG : négative.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Tableau 2 – Données choisies des états consolidés de la situation financière (en milliers de dollars)

	AU 30 SEPTEMBRE 2018	AU 31 DÉCEMBRE 2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie, trésorerie soumise à des restrictions et placements	64 014	47 417
Débiteurs	131 176	128 398
Autres actifs courants	15 175	10 082
Total des actifs courants	210 365	185 897
Goodwill	620 956	523 885
Immobilisations incorporelles	533 833	462 281
Autres actifs non courants	45 439	32 852
Total des actifs	1 410 593	1 204 915
Créditeurs et charges à payer	98 190	114 008
Autres passifs courants	40 123	39 419
Total des passifs courants	138 313	153 427
Dettes à long terme	415 817	292 417
Débiteures convertibles	78 648	77 461
Obligations au titre du prix d'achat	96 849	58 086
Impôt sur le résultat différé	19 360	16 014
Autres passifs non courants	23 541	15 499
Total des passifs	772 528	612 904
Capitaux propres		
Attribuables aux actionnaires de la Société	637 432	592 545
Attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	633	(534)
	638 065	592 011
Total des passifs et des capitaux propres	1 410 593	1 204 915

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE

Actifs sous gestion

Fiera Capital tire ses produits principalement des actifs sous gestion. Ses produits sont, pour la plupart, calculés en pourcentage des actifs sous gestion de la Société. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du montant des nouveaux mandats (« nouveaux »); ii) du montant des retraits (« perdus »); iii) du montant des dépôts et retraits des clients existants (« contributions nettes »); iv) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements (« marché ») et v) des acquisitions d'entreprises (« acquisitions ») ou d'une cession d'entreprise (« cession »). En termes simples, la « variation nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus, des contributions nettes, de la variation des valeurs de marché et de l'incidence des fluctuations des taux de change. De plus, les actifs sous gestion moyens d'une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur de clôture des actifs sous gestion des mois compris dans la période.

Il y a lieu de consulter la note 4 des états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 pour un complément d'information sur les regroupements d'entreprises réalisés par Fiera Capital au cours de l'exercice précédent. Il convient d'en faire la lecture conjointement à l'analyse qui suit. Il convient également de se reporter au diagramme sur l'évolution de la Société, à la page 33, pour connaître les détails et le calendrier des acquisitions et d'autres transactions commerciales.

Les tableaux 3, 4 et 5 ci-après résument les variations des actifs sous gestion de la Société.

Tableau 3 – Actifs sous gestion¹⁾ (en millions de dollars)

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 30 JUIN 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2017
Actifs sous gestion à l'ouverture de la période	139 389	131 360	125 658
Variation nette	2 252	2 999	(2 655)
Acquisitions	1 834	5 030	–
Actifs sous gestion à la clôture de la période	143 475	139 389	123 003
Actifs sous gestion moyens	143 314	134 350	123 886

¹⁾ Les actifs sous gestion tiennent compte de l'incidence du change.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 4 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	30 JUIN 2018	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITION (CESSION)/ AJUSTEMENTS	30 SEPTEMBRE 2018
Marchés institutionnels	73 142	2 346	(522)	(762)	723	(388)	1 834	76 373
Gestion privée	30 560	613	(144)	(247)	620	(426)	–	30 976
Marché des conseillers aux investisseurs	35 687	1 136	(512)	(244)	244	(185)	–	36 126
Actifs sous gestion à la clôture de la période	139 389	4 095	(1 178)	(1 253)	1 587	(999)	1 834	143 475

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Variations trimestrielles

Le total des actifs sous gestion a augmenté de 4,1 milliards de dollars, ou 3 %, pour s'établir à 143,5 milliards de dollars au 30 septembre 2018, contre 139,4 milliards de dollars au 30 juin 2018. Cette augmentation de l'actif sous gestion s'explique principalement par de nouveaux mandats de 4,1 milliards de dollars, combinés à l'acquisition de Clearwater Capital Partners LLC (« Clearwater ») le 9 août 2018 de 1,8 milliard de dollars, ainsi que par une appréciation des marchés de 1,6 milliard de dollars au cours de la période. Ces augmentations des actifs sous gestion ont été en partie contrebalancées par des mandats perdus de 1,2 milliard de dollars et par des contributions nettes négatives de 1,2 milliard de dollars au cours du troisième trimestre de 2018. Enfin, la fluctuation du taux de change du dollar américain a eu une incidence défavorable d'environ 1,0 milliard de dollars sur les actifs sous gestion de la Société au cours du troisième trimestre de 2018.

Les actifs sous gestion de la clientèle du secteur des Marchés institutionnels ont augmenté de 3,3 milliards de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 76,4 milliards de dollars au 30 septembre 2018, contre 73,1 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018. Cette augmentation des actifs sous gestion est attribuable en grande partie aux nouveaux mandats obtenus au cours du trimestre, surtout dans les stratégies de placement Équilibré, Actions mondiales, Actions internationales, Revenu fixe et Alternatives, pour un total de 2,3 milliards de dollars, combinés à l'acquisition de Clearwater ajoutant 1,8 milliard de dollars et à l'appréciation des marchés de 0,7 milliard de dollars. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par des contributions nettes négatives de 0,8 milliard de dollars et des pertes de clients s'élevant à 0,5 milliard de dollars, en raison principalement de clients qui ont consolidé leurs prestataires de services d'investissements ou qui ont recherché d'autres catégories d'actifs. Enfin, la fluctuation du taux de change du dollar américain a eu une incidence défavorable d'environ 0,4 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours du trimestre clos le 30 septembre 2018.

Les actifs sous gestion de la clientèle de la Gestion privée ont enregistré une hausse de 0,4 milliard de dollars, ou 1 %, pour atteindre 31,0 milliards de dollars au 30 septembre 2018, contre 30,6 milliards de dollars au trimestre précédent clos le 30 juin 2018. Cette hausse est avant tout attribuable aux nouveaux mandats de 0,6 milliard de dollars conjugués à l'appréciation des marchés de 0,6 milliard de dollars, partiellement contrebalancés par la perte de mandats et les contributions nettes négatives totalisant 0,4 milliard de dollars au cours du trimestre. Enfin, la fluctuation du taux de change du dollar américain a eu une incidence défavorable d'environ 0,4 milliard de dollars sur les actifs sous gestion pour le trimestre clos le 30 septembre 2018.

Les actifs sous gestion de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont affiché une hausse de 0,4 milliard de dollars, ou 1 %, pour s'établir à 36,1 milliards de dollars au 30 septembre 2018, contre 35,7 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018. Cette hausse est principalement attribuable aux nouveaux mandats de 1,1 milliard de dollars obtenus au Canada, en Europe et aux États-Unis, combinés à une appréciation des marchés de 0,2 milliard de dollars en partie contrebalancée par des contrats perdus de 0,5 milliard de dollars et par les contributions nettes négatives de 0,2 milliard de dollars. Enfin, la fluctuation du taux de change du dollar américain a eu une incidence défavorable d'environ 0,2 milliard de dollars sur les actifs sous gestion pour le trimestre clos le 30 septembre 2018.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Table 5 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variations depuis l’ouverture de l’exercice (en millions de dollars)

	31 DÉCEMBRE 2017	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITION (CESSION)/ AJUSTEMENTS	30 SEPTEMBRE 2018
Marchés institutionnels	68 038	4 013	(2 621)	(725)	2 114	638	4 916	76 373
Gestion privée	26 319	1 941	(649)	(83)	786	714	1 948	30 976
Marché des conseillers aux investisseurs	34 544	1 956	(934)	117	117	326	–	36 126
Actifs sous gestion à la clôture de la période	128 901	7 910	(4 204)	(691)	3 017	1 678	6 864	143 475

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

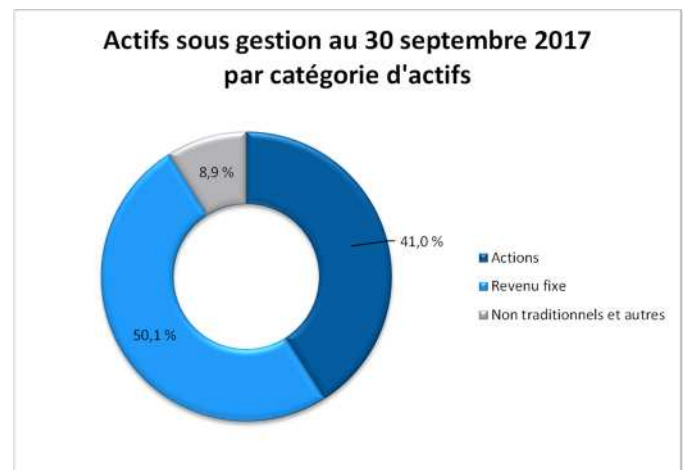
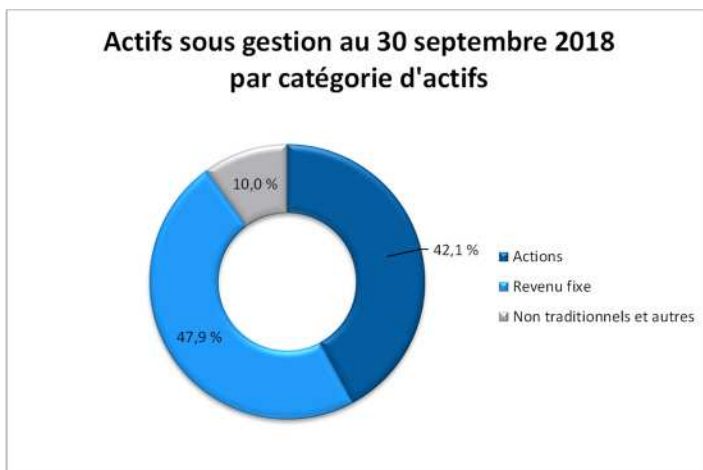
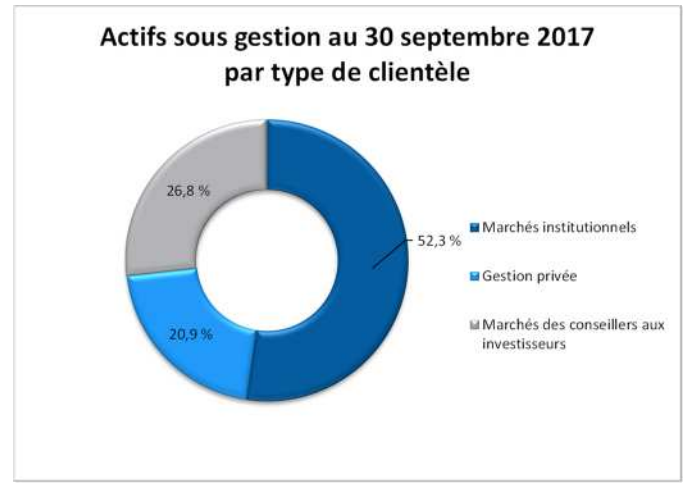
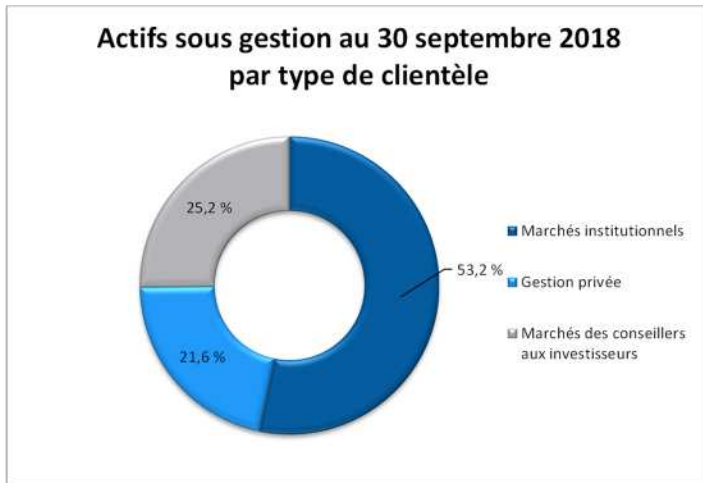
Variations depuis l’ouverture de l’exercice

Le total des actifs sous gestion a augmenté de 14,6 milliards de dollars, ou 11,3 %, pour s’établir à 143,5 milliards de dollars au 30 septembre 2018, contre 128,9 milliards de dollars au 31 décembre 2017. Cette augmentation s’explique principalement par des nouveaux mandats de 7,9 milliards de dollars combinés à l’acquisition de CGOV Asset Management (« CGOV ») conclue le 31 mai 2018 et à l’acquisition de Clearwater ayant ajouté 5,0 milliards de dollars et 1,8 milliard de dollars, respectivement, combinés à une appréciation des marchés de 3,0 milliards de dollars au cours de ces périodes. Ces hausses des actifs sous gestion ont été en partie contrebalancées par des mandats perdus de 4,2 milliards de dollars et par des contributions nettes négatives de 0,7 milliard de dollars au cours des neuf premiers mois de 2018. Finalement, la fluctuation du taux de change du dollar américain a eu une incidence favorable d’environ 1,7 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par catégories de clientèle et par catégories d'actifs au 30 septembre 2018 et au 30 septembre 2017.



Rapport de gestion

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance et iii) des autres revenus. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque catégorie de clientèle, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Elle classe ses honoraires de performance dans deux catégories : ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement traditionnels et ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement non traditionnels. Les autres revenus se composent principalement des frais de courtage et des honoraires de consultation, dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion, ainsi que des profits ou pertes sur les contrats de couverture de change.

Tableau 6 – Produits – Variations trimestrielles (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 30 JUIN 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2017	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	58 752	54 683	47 285	4 069	11 467
Gestion privée	33 568	29 249	26 174	4 319	7 394
Marché des conseillers aux investisseurs	34 616	34 015	27 538	601	7 078
Total des honoraires de gestion	126 936	117 947	100 997	8 989	25 939
Honoraires de performance					
– actifs traditionnels	1 133	2 664	1 603	(1 531)	(470)
Honoraires de performance					
– actifs non traditionnels	41	(14)	1	55	40
Total des honoraires de performance	1 174	2 650	1 604	(1 476)	(430)
Autres revenus	8 999	5 635	4 526	3 364	4 473
Total des produits	137 109	126 232	107 127	10 877	29 982

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, les produits se sont accrus de 30,0 millions de dollars, ou 28 %, pour se fixer à 137,1 millions de dollars, contre 107,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance d'un exercice à l'autre des produits tient principalement à la prise en compte de la croissance interne, combinée à l'appréciation des marchés, provenant essentiellement des secteurs Marchés institutionnels et Gestion privée et de la croissance des stratégies de placement privé alternatives, conjuguées aux produits additionnels émanant du Fonds commun Marchés Émergents de Fiera Capital créé des suites de l'acquisition de City National Rochdale (« CNR ») en décembre 2017, des récentes acquisitions de CGOV en mai 2018 et de Clearwater Capital Partners en août 2018.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont monté de 25,9 millions de dollars, ou 26 %, pour atteindre 126,9 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 101,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des honoraires de gestion et par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018 ont augmenté de 11,5 millions de dollars, ou 24 %, pour se fixer à 58,8 millions de dollars, comparativement à 47,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion tient principalement des produits additionnels attribuables à la hausse des actifs sous gestion nets découlant de l'obtention de nouveaux mandats essentiellement de la stratégie Actions mondiales, notamment aux États-Unis et au Canada, ainsi que de la croissance de la division des stratégies de placement privé alternatives conjuguée aux produits découlant des acquisitions de CGOV et de Clearwater.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 7,4 millions de dollars, ou 28 %, pour s'établir à 33,6 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 26,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique avant tout par l'acquisition de CGOV combinée à la hausse des actifs sous gestion découlant de l'obtention de nouveaux mandats aux États-Unis.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont progressé de 7,1 millions de dollars, ou 26 %, au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, pour se chiffrer à 34,6 millions de dollars, contre 27,5 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette progression découle essentiellement de la prise en compte des produits supplémentaires des suites de l'acquisition de CNR, combinée à la hausse des produits provenant des activités européennes et canadiennes.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance se sont établis à 1,2 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 1,6 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

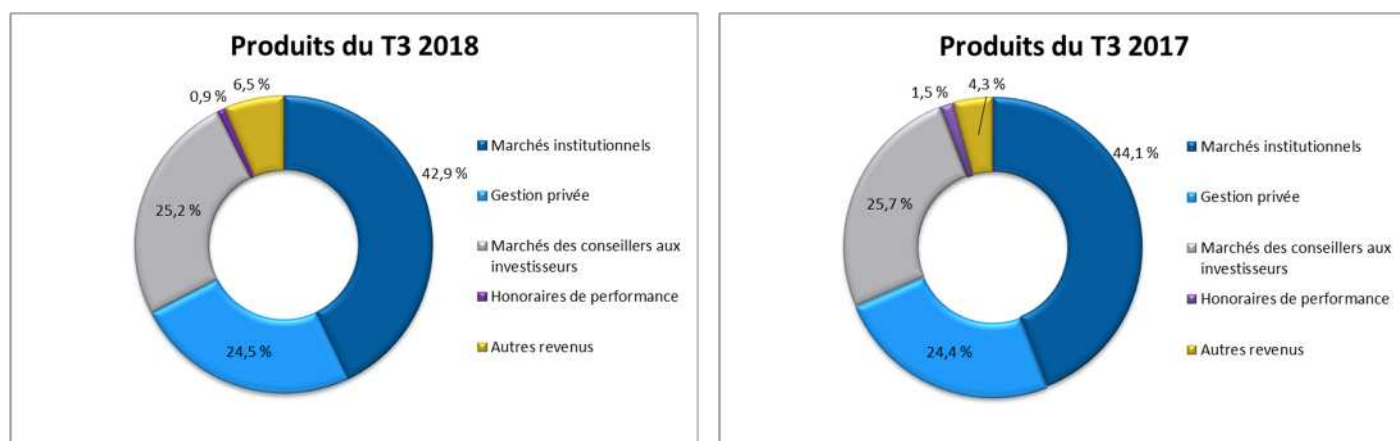
Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 4,5 millions de dollars, ou 100 %, pour se chiffrer à 9,0 millions de dollars au troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 4,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable essentiellement au volume additionnel émanant des stratégies de placement privé alternatives et à la hausse des autres produits découlant du Fonds Marchés Émergents de Fiera Capital créé en juin 2018 des suites de l'acquisition de CNR en décembre 2017.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos les 30 septembre 2018 et 2017, respectivement.



Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, les produits ont augmenté de 10,9 millions de dollars, ou 9 %, pour se fixer à 137,1 millions de dollars, comparativement à 126,2 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018. Cette hausse des produits s'explique surtout par les produits additionnels émanant des acquisitions de CGOV et de Clearwater et par l'augmentation des honoraires de gestion, plus précisément dans les secteurs des Marchés institutionnels et de la Gestion privée, ainsi que par la croissance des stratégies de placement privé alternatives.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 9,0 millions de dollars, ou 8 %, pour s'établir à 126,9 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 117,9 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018. La répartition des honoraires de gestion par catégorie de clientèle se détaille comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 4,1 millions de dollars, ou 7 %, pour s'établir à 58,8 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 54,7 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018. L'augmentation séquentielle tient surtout aux produits additionnels découlant des acquisitions de Clearwater et de CGOV, combinés aux nouveaux mandats aux États-Unis.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée ont progressé de 4,4 millions de dollars, ou 15 %, pour s'établir à 33,6 millions de dollars au troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, par rapport à 29,2 millions de dollars au trimestre précédent clos le 30 juin 2018, cette progression étant principalement attribuable aux produits additionnels découlant de l'acquisition de CGOV, combinés à la croissance interne aux États-Unis.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs se sont établis à 34,6 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, soit une hausse de 0,6 million de dollars ou 2 %, contre 34,0 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018. L'augmentation est essentiellement attribuable à la hausse des honoraires de gestion de base en raison des partenariats stratégiques en matière de placements au Canada.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Honoraires de performance

Les honoraires de performance se sont chiffrés à 1,2 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 2,7 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018, essentiellement dans la catégorie des actifs traditionnels.

Autres revenus

Les autres revenus ont connu une hausse de 3,4 millions de dollars, ou 61 % pour atteindre 9,0 millions de dollars au troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 5,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018. La hausse tient essentiellement d'un profit de 1,1 million de dollars de produits de couverture estimatifs sur douze mois libellés en dollars américains comptabilisé au troisième trimestre, contre une perte de 1,4 million de dollars comptabilisée au trimestre précédent, combiné à la hausse des autres revenus additionnels émanant des stratégies de placement privé alternatives et de la création du Fonds Marchés Émergents de Fiera Capital en juin 2018 des suites de l'acquisition de CNR en décembre 2017. Ces hausses des autres revenus ont été compensées en partie par un paiement éventuel comptabilisé au trimestre précédent comparativement à néant pour le trimestre considéré.

Tableau 7 – Produits – Variations depuis l'ouverture de l'exercice (en milliers de dollars)

	PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES		VARIATION
	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2017	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	164 303	136 429	27 874
Gestion privée	90 164	80 137	10 027
Marché des conseillers aux investisseurs	102 597	83 140	19 457
Total des honoraires de gestion	357 064	299 706	57 358
Honoraires de performance – actifs traditionnels	5 370	3 339	2 301
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	(76)	(1)	(75)
Total des honoraires de performance	5 294	3 338	1 956
Autres revenus	20 964	14 006	6 958
Total des produits	383 322	317 050	66 272

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018 et 2017

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, les produits ont progressé de 66,2 millions de dollars, ou 21 %, pour se fixer à 383,3 millions de dollars, comparativement à 317,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à la croissance interne émanant principalement du secteur Marchés institutionnels, ainsi qu'à la croissance des stratégies de placement privé alternatives combinées aux produits additionnels découlant de l'acquisition du Fonds Marchés Émergents de Fiera Capital créé en juin 2018 des suites de l'acquisition de CNR en décembre 2017, et des récentes acquisitions de CGOV et Clearwater.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 57,4 millions de dollars, ou 19 %, pour s'établir à 357,1 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, contre 299,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des honoraires de gestion et de l'augmentation par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 27,9 millions de dollars, ou 20 %, pour s'établir à 164,3 millions de dollars pour les neuf mois clos le 30 septembre 2018, contre 136,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation des frais de gestion est principalement attribuable à la hausse des actifs sous gestion en raison de nouveaux mandats dans les stratégies Actions mondiales et stratégies de placement privé alternatives et à une forte appréciation des marchés combinées aux acquisitions de CGOV et de Clearwater.
- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée ont progressé de 10,1 millions de dollars, ou 13 %, pour s'établir à 90,2 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, par rapport à 80,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est essentiellement attribuable à des produits additionnels découlant de l'acquisition de CGOV, combinés à la hausse de produits émanant de la croissance interne.
- › Les produits tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont augmenté de 19,5 millions de dollars, ou 23 %, pour s'élever à 102,6 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, contre 83,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par des produits additionnels émanant de Fiera Capital (Europe).

Honoraires de performance

Les honoraires de performance ont totalisé 5,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, contre 3,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des honoraires de performance est attribuable aux actifs traditionnels pour les neuf premiers mois de 2018 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 7,0 millions de dollars, ou 50 %, pour s'élever à 21,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, contre 14,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent essentiellement en raison des stratégies de placement privé alternatives, facteur partiellement contrebalancé par une perte sur les contrats de change visant les produits libellés en dollars américains. À compter du quatrième trimestre de 2017, la Société a adopté une stratégie consistant à couvrir les produits estimatifs sur douze mois libellés en dollars américains. Cette stratégie de couverture a entraîné une perte de 1,5 million de dollars pour les neuf premiers mois de 2018, comparativement à un profit de 1,3 million de dollars pour la période correspondante de 2017.

Frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont monté de 22,4 millions de dollars, ou 26 %, pour s'établir à 107,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 84,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse des coûts est surtout imputable à une augmentation de la rémunération variable liée aux ententes de rémunération fondée sur des actions et de la trésorerie à long terme conclues avec des professionnels importants du secteur des placements visant à garantir la croissance constante des produits et des stratégies de placement et à y contribuer, combinée au volume plus élevé découlant de la prise en compte de la croissance, des acquisitions et de l'expansion de la Société.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont augmenté de 7,7 millions de dollars, ou 8 %, pour se chiffrer à 107,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 99,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018. Cette hausse est principalement attribuable à la hausse des volumes découlant de la croissance et de l'expansion de la Société.

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018 et 2017

Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont augmenté de 54,0 millions de dollars, ou 22 %, pour se chiffrer à 304,8 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, contre 250,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation des coûts est imputable au volume accru d'opérations à la suite de la croissance et de l'expansion de la Société à l'échelle mondiale ainsi qu'à des hausses de la rémunération variable liée aux ententes de rémunération fondée sur des actions et de la trésorerie à long terme conclues avec des professionnels importants du secteur des placements visant à garantir la croissance constante des produits et des stratégies de placement et à y contribuer.

Dotation aux amortissements

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles a été stable au troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, se chiffrant à 1,1 million de dollars, contre 1,0 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est établi à 11,8 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, ce qui représente une hausse de 1,3 million de dollars ou 12 %, contre 10,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse de l'amortissement des immobilisations incorporelles est principalement attribuable aux diverses acquisitions.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles est demeuré stable, à 1,1 million de dollars, pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, comparativement à 1,0 million de dollars au trimestre précédent clos le 30 juin 2018.

L'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté de 1,3 million de dollars, ou 12 %, pour s'établir à 11,8 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, comparativement à 10,5 millions de dollars

au trimestre précédent clos le 30 juin 2018. Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions de CGOV et Clearwater.

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018 et 2017

L'amortissement des immobilisations corporelles s'est établi à 3,1 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, représentant une hausse de 0,2 million de dollars, ou 7 %, contre 2,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est demeuré stable pour s'établir à 32,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, comparativement à 32,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour obtenir de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, qui présente le détail de l'acquisition des immobilisations incorporelles découlant des acquisitions d'entreprises.

Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 2,8 millions de dollars, ou plus de 100 %, pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, pour se fixer à 5,4 millions de dollars, contre 2,6 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse est essentiellement imputable à la hausse de la charge d'intérêts sur les débetures convertibles.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières se sont établis à 5,4 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, pour une hausse de 0,3 million de dollars ou 6 %, contre 5,1 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018. La hausse tient essentiellement à la hausse de la dette contractée pour financer les récentes acquisitions.

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018 et 2017

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 8,6 millions de dollars, ou plus de 100 %, pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, pour se fixer à 15,2 millions de dollars, contre 6,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de la charge d'intérêts sur les débetures convertibles.

Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Une charge de 6,0 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, en regard d'une charge de 0,4 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout attribuable à l'acquisition de CNR.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Une charge de 6,0 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, en regard d'une charge de 5,7 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018.

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018 et 2017

Une charge de 16,2 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, en regard d'une charge de 3,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout attribuable à l'acquisition de CNR survenue en décembre 2017.

Frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont augmenté de 0,8 million de dollars, ou de 30 %, pour s'établir à 3,5 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 2,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est essentiellement attribuable aux coûts liés aux acquisitions plus élevés au troisième trimestre de 2018 comparativement au troisième trimestre de 2017, notamment aux acquisitions de Clearwater et de CGOV, partiellement contrebalancés par la baisse des coûts de restructuration.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont diminué de 1,4 million de dollars, ou 29 %, pour s'établir à 3,5 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 4,9 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018. Cette diminution est essentiellement attribuable aux coûts de restructuration moins élevés au troisième trimestre de 2018, comparativement au trimestre précédent clos le 30 juin 2018.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018 et 2017

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont augmenté de 0,3 million de dollars, ou 3 %, pour s'établir à 12,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, contre 12,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le BAIIA ajusté¹⁾ et le BAIIA ajusté par action¹⁾ de la Société pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017, ainsi que pour le trimestre clos le 30 juin 2018.

Tableau 8 – BAIIA ajusté¹⁾ (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSSES	
	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 30 JUIN 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2017
Résultat net	1 127	(2 215)	4 771	(3 181)	9 628
BAIIA ¹⁾	20 414	15 986	18 612	50 055	50 430
BAIIA ajusté ¹⁾	36 620	32 703	27 020	98 163	80 699
Par action (de base) ¹⁾	0,38	0,35	0,33	1,05	0,99
Par action (dilué) ¹⁾	0,36	0,35	0,32	1,05	0,95

¹⁾ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 48. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, le BAIIA ajusté a été en hausse de 9,6 millions de dollars, ou 36 %, pour atteindre 36,6 millions de dollars, ou 0,38 \$ par action (de base) et 0,36 \$ par action (dilué), contre 27,0 millions de dollars, ou 0,33 \$ par action (de base) et 0,32 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté du troisième trimestre clos le 30 septembre 2018 a augmenté principalement du fait des acquisitions de CNR et de CGOV combinées aux produits tirés de la mise en œuvre des stratégies de placement privé alternatives. Cette augmentation a été compensée en partie par une hausse de l'ensemble des charges d'exploitation nécessaires pour soutenir la croissance des activités de la Société et l'expansion de celle-ci.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, le BAIIA ajusté s'est établi à 36,6 millions de dollars ou 0,38 \$ par action (de base) et 0,36 \$ par action (dilué), représentant une hausse de 3,9 millions de dollars, ou 12 %, contre 32,7 millions de dollars, ou 0,35 \$ par action (de base et dilué), au trimestre précédent clos le 30 juin 2018. L'augmentation séquentielle du BAIIA ajusté est principalement attribuable à la hausse des produits combinée aux acquisitions de CGOV et de Clearwater, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des frais de vente et charges générales et administratives pour soutenir la croissance de la Société.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018 et 2017

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, le BAIIA ajusté a augmenté de 17,5 millions de dollars, ou 22 %, pour s'établir à 98,2 millions de dollars, soit 1,05 \$ par action (de base et dilué), contre 80,7 millions de dollars, ou 0,99 \$ par action (de base) et 0,95 \$ par action (dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La progression du BAIIA ajusté pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018 est avant tout attribuable aux acquisitions de CNR en décembre 2017 et de CGOV en mai 2018 combinées à une hausse des produits découlant de la croissance interne et de la croissance des marchés, en partie annulées par une augmentation de la rémunération variable liée aux ententes de trésorerie à long terme conclues avec des professionnels importants du secteur des placements visant à garantir la croissance constante des produits et des stratégies de placement et à y contribuer et par des charges d'exploitation plus élevées nécessaires pour soutenir la croissance des activités de la Société et l'expansion de celle-ci.

Résultat net

Le tableau suivant présente respectivement le résultat net et le résultat net ajusté de la Société pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017, ainsi que pour le trimestre clos le 30 juin 2018.

Tableau 9 – Résultat net et résultat net ajusté¹⁾ (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES	
	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 30 JUIN 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2017
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	995	(2 106)	4 603	(3 304)	9 908
Amortissement des immobilisations corporelles	1 091	1 018	966	3 056	2 853
Amortissement des immobilisations incorporelles	11 834	10 488	10 497	32 345	32 332
Rémunération fondée sur des actions ^{*)}	6 765	6 098	4 816	19 608	14 417
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ^{*)}	871	2 389	2 357	4 188	8 284
Frais d'acquisition ^{*)}	2 594	2 508	378	8 120	3 755
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et taux d'intérêt effectif sur les obligations convertibles ^{*)}	6 285	6 058	375	16 810	2 972
Moins l'impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ^{*)}	2 902	2 661	933	8 153	4 504
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	27 533	23 792	23 059	72 670	70 017
Par action (de base)					
Résultat net	0,01	(0,02)	0,06	(0,04)	0,12
Résultat net ajusté ¹⁾	0,29	0,26	0,28	0,78	0,86
Par action (dilué)					
Résultat net	0,01	(0,02)	0,05	(0,04)	0,12
Résultat net ajusté ¹⁾	0,27	0,26	0,27	0,78	0,83

¹⁾ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 48.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 1,0 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué), comparativement à 4,6 millions de dollars,

ou 0,06 \$ par action (de base) et 0,05 \$ par action (dilué) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution du résultat net s'explique par une charge plus élevée inscrite pour la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat comptabilisée de 5,6 millions de dollars essentiellement liée à l'acquisition de CNR, ainsi qu'à la hausse de l'impôt sur le résultat au troisième trimestre de 2018, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, partiellement contrebalancées par la hausse de la marge d'exploitation attribuable à la hausse des produits découlant elle-même du volume et des acquisitions.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 1,0 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué), contre (2,1) millions de dollars, ou (0,02) \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018. Le résultat net du trimestre découle principalement d'une amélioration de la marge d'exploitation contrebalancée en partie par une hausse des charges liées à la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat liée à l'acquisition de CNR combinée à la hausse des intérêts sur la dette, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et de l'impôt sur le résultat.

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018 et 2017

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, la Société a comptabilisé un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (3,3) millions de dollars, ou (0,04) \$ par action (de base et dilué), contre 9,9 millions de dollars, ou 0,12 \$ par action (de base et dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du résultat net est imputable à une charge plus élevée liée à la désactualisation et à la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat de 13,2 millions de dollars liées à l'acquisition de CNR, ainsi qu'à la hausse de l'impôt sur le résultat, partiellement contrebalancées par l'amélioration de la marge d'exploitation découlant de la hausse des produits elle-même attribuable aux efforts de vente, à l'appréciation des marchés et aux acquisitions.

Résultat net ajusté ¹⁾

La Société recourt au résultat net ajusté comme l'une des principales mesures de performance non conformes aux IFRS puisqu'il s'agit d'un excellent indicateur de sa capacité de générer des flux de trésorerie provenant de ses activités principales. Il y a lieu de se reporter à la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* pour obtenir la définition de résultat net ajusté.

¹⁾ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 48.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 27,5 millions de dollars, ou 0,29 \$ par action (de base) et 0,27 \$ (dilué), pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 23,1 millions de dollars, ou 0,28 \$ par action (de base) et 0,27 \$ par action (dilué), pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018, la Société a comptabilisé un résultat net ajusté de 27,5 millions de dollars, ou 0,29 \$ par action (de base) et de 0,27 \$ (dilué), soit une augmentation de 3,7 millions de dollars par rapport à celui inscrit pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2018, qui s'était établi à 23,8 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué).

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018 et 2017

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, la Société a comptabilisé un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 72,7 millions de dollars, ou 0,78 \$ par action (de base et dilué), par rapport à 70,0 millions de dollars ou 0,86 \$ par action (de base) et 0,83 \$ par action (dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les neuf premiers mois de l'exercice ont subi l'incidence défavorable d'une perte de couverture de change de 1,5 million de dollars liée à la stratégie de couverture de la Société consistant à couvrir douze mois de produits libellés en dollars américains.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté¹⁾, la marge du BAIIA ajusté¹⁾ et le résultat net de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres, ainsi que pour les 12 derniers mois.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Tableau 10 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et les données par action)

	12 derniers mois ²⁾	T3 30 sept. 2018	T2 30 juin 2018	T1 31 mars 2018	T4 31 déc. 2017	T3 30 sept. 2017	T2 30 juin 2017	T1 31 mars 2017	T4 31 déc. 2016
Actifs sous gestion	135 781	143 475	139 389	131 360	128 901	123 003	125 658	122 063	116 925
Total des produits	525 368	137 109	126 232	119 981	142 046	107 127	109 349	100 574	120 968
BAIIA ajusté ¹⁾	134 218	36 620	32 703	28 839	36 056	27 020	28 480	25 199	41 599
Marge du BAIIA ajusté ¹⁾	25,5 %	26,7 %	25,9 %	24,0 %	25,4 %	25,2 %	26,0 %	25,1 %	34,4 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(2 541)	995	(2 106)	(2 193)	763	4 603	877	4 428	5 203
PAR ACTION (DE BASE)									
BAIIA ajusté ¹⁾	1,48	0,38	0,35	0,32	0,43	0,33	0,35	0,31	0,52
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01	0,06	0,01	0,05	0,07
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	1,14	0,29	0,26	0,24	0,35	0,28	0,31	0,27	0,39
PAR ACTION (DILUÉ)									
BAIIA ajusté ¹⁾	1,46	0,36	0,35	0,32	0,43	0,32	0,34	0,30	0,51
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01	0,05	0,01	0,05	0,06
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	1,12	0,27	0,26	0,24	0,35	0,27	0,30	0,26	0,38

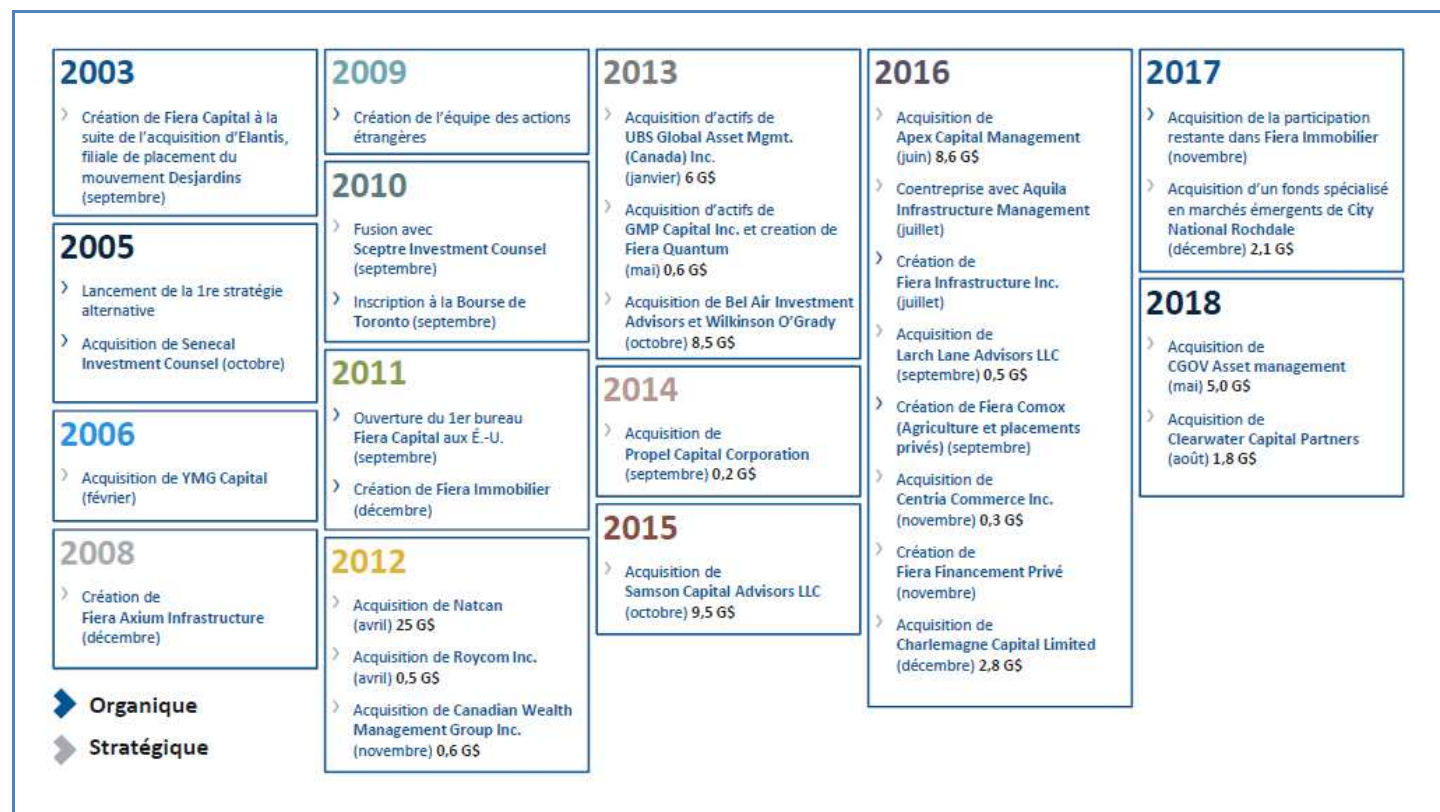
¹⁾ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS*, à la page 48.

²⁾ Les actifs sous gestion des 12 derniers mois représentent la moyenne des actifs sous gestion des quatre derniers trimestres.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Évolution de la Société

Le diagramme suivant présente les initiatives clés, notamment la croissance interne et les acquisitions d'entreprises en termes d'actifs sous gestion, dans l'évolution de la Société depuis sa création.



SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Flux de trésorerie

L'un des principaux objectifs financiers de la Société est de continuer à générer des flux de trésorerie à partir des activités d'exploitation supérieurs aux versements de dividendes, aux rachats d'actions, aux dépenses d'investissement et aux charges d'exploitation courantes. En plus des charges d'exploitation, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, aux remboursements sur la dette, aux dépenses d'investissement, aux acquisitions d'entreprises et aux rachats d'actions.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Le tableau suivant présente un complément d'information sur les flux de trésorerie de Fiera Capital.

Tableau 11 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES	
	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2017
Entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	43 447	44 995
(Sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	(94 095)	(4 956)
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités de financement	48 552	(35 090)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et équivalents	(2 096)	4 949
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	443	(2 151)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	41 079	40 110
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	39 426	42 908

Activités depuis l'ouverture de l'exercice

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 43,4 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018. Ce montant découle principalement des entrées de trésorerie de 76,2 millions de dollars liées au résultat net ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, de la rémunération fondée sur des actions, de la désactualisation des obligations au titre du prix d'achat, des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts des intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières, de la charge d'impôt sur le résultat et de l'impôt sur le résultat payé, facteurs contrebalancés en partie par les variations négatives des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 35,0 millions de dollars (voir la note 14 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du trimestre et de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018)

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 94,1 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, en raison essentiellement de 53,2 millions de dollars liés aux acquisitions de CGOV et de Clearwater et de 8,8 millions de dollars au titre de l'acquisition des immobilisations incorporelles, combinées à des sorties de trésorerie de 18,0 millions de dollars liées aux activités d'investissement, de 12,1 millions de dollars liées au paiement des ajustements et des obligations au titre du prix d'achat et de 1,8 million de dollars pour l'achat d'immobilisations corporelles au cours de la période.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 48,6 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, en raison principalement de l'augmentation de la dette à long terme de 117,4 millions de dollars, combinée à l'émission d'actions de 2,7 millions de dollars, en partie contrebalancée par des paiements de dividendes de 54,0 millions de dollars, des paiements de 15,5 millions de dollars au titre d'intérêts sur la dette à long terme et de charges de financement et un montant de 2,5 millions de dollars au titre du règlement d'instruments financiers dérivés au cours de la période.

Enfin, l'incidence positive des fluctuations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères se chiffrait à 0,4 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018 et 2017

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 43,4 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, comparativement à des entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation de 45,0 millions de dollars pour l'exercice précédent. L'écart découle principalement de l'incidence négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 24,6 millions de dollars, en partie contrebalancée par la hausse du BAIIA ajusté d'un exercice à l'autre de 17,5 millions de dollars, tel qu'il est décrit à la rubrique *BAIIA ajusté* et par la baisse de 5,5 millions de dollars de l'impôt sur le résultat payé.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 94,1 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, en regard de 5,0 millions de dollars pour l'exercice précédent. L'augmentation s'explique surtout par les sorties de trésorerie liées à l'augmentation des activités d'acquisition de 53,2 millions de dollars, combinées à la hausse des sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement de 22,2 millions de dollars et des sorties de trésorerie nécessaires pour le règlement de l'ajustement et les obligations au titre du prix d'achat de 8,7 millions de dollars et à la hausse des sorties de trésorerie liées à l'acquisition des immobilisations incorporelles de 6,9 millions de dollars.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 48,6 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, alors que des sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement de 35,1 millions de dollars avaient été comptabilisées pour l'exercice précédent. L'écart d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à l'augmentation de la dette à long terme de 93,9 millions de dollars en 2018 des suites de diverses acquisitions, contrebalancées en partie par des versements de dividendes en hausse de 11,2 millions de dollars.

Enfin, l'incidence des variations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères a eu une incidence favorable de 0,4 million de dollars sur les flux de trésorerie de la Société pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, contre une incidence défavorable de 2,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Dette à long terme

Tableau 12 – Facilité de crédit (en milliers de dollars)

	AU 30 SEPTEMBRE 2018	AU 31 DÉCEMBRE 2018
Facilité de crédit		
Facilité renouvelable	417 590	136 725
Facilité à terme	–	156 813
Autres facilités	1 220	1 585
Charges de financement différées	(2 345)	(1 352)
	416 465	293 771
Moins la partie courante	(648)	(1 354)
Partie non courante	415 817	292 417

Facilité de crédit

Le 28 mai 2018, la Société a conclu la cinquième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») avec un consortium de prêteurs constitué de banques canadiennes. La facilité est utilisée aux fins générales de l'entreprise. Elle est constituée d'une facilité de crédit renouvelable non garantie de 600 millions de dollars (la « facilité ») de laquelle la Société peut prélever des sommes en dollars canadiens ou américains, selon son gré.

Aux termes de l'entente de crédit, aucun versement minimal n'est prévu jusqu'au 30 juin 2022, date à laquelle le montant prélevé sur la facilité à terme est remboursable intégralement. En tout temps, sous réserve de certaines conditions, la Société peut demander une augmentation de la limite maximale disponible aux termes de la facilité de 200 millions de dollars canadiens, sous réserve de l'acceptation des prêteurs individuels constituant le consortium bancaire. L'entente de crédit permet le report de la date d'échéance de la facilité un an à la fois, à la demande de la Société et sous réserve de l'acceptation d'un groupe de prêteurs au sein du consortium bancaire dont les engagements totalisent plus de 66 2/3 %, et ce, sous réserve de certaines modalités.

La facilité porte intérêt à taux variable, payable mensuellement, en fonction de la monnaie dans laquelle la somme est prélevée et comprend un écart de taux fondé sur le ratio trimestriel de la dette à long terme sur le BAIIA défini dans l'entente de crédit. Le taux d'intérêt est fondé sur le taux préférentiel canadien majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 % ou, au gré de la Société, pour les montants prélevés en dollars américains, sur le taux de base des États-Unis majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 % ou sur le TIOL majoré d'un écart se situant entre 1,0 % et 2,5 %.

Avant le 28 mai 2018, la quatrième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit précédente ») comprenait une facilité de crédit à terme (non renouvelable) de 125 millions de dollars américains et une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 350 millions de dollars canadiens pouvant être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains.

Selon les modalités de l'entente de crédit précédente, aucun versement minimal n'était prévu sur la facilité à terme jusqu'au 31 mai 2019, et sur la facilité de crédit renouvelable jusqu'au 25 mars 2020, dates auxquelles les montants prélevés sont remboursables intégralement. Le 28 mai 2018, la facilité de crédit à terme a été résiliée et les soldes prélevés à cette date ont été convertis et transférés dans la facilité de crédit renouvelable.

Aucun changement n'a été apporté aux taux d'intérêt applicables sur la facilité de crédit précédente. Au 30 septembre 2018, le montant total prélevé sur la facilité comprenait des montants de 112,347 millions de dollars canadiens et de 235,800 millions de dollars américains (305,243 millions de dollars canadiens) (74 millions de dollars canadiens et de 50 millions de dollars américains (62,725 millions de dollars canadiens) sur la facilité de crédit renouvelable, et 125 millions de dollars américains (156,813 millions de dollars canadiens) sur la facilité à terme conformément à l'entente de crédit précédente au 31 décembre 2017.

La renégociation de l'entente de crédit a été traitée à titre de modification aux termes de l'IFRS 9, *Instruments financiers* et les frais de transaction de 1,466 million de dollars liés à la facilité et de 1,034 million de dollars liés à l'entente de crédit précédente ont été incorporés à la facilité à titre de dette à long terme dans l'état consolidé de la situation financière.

Selon les modalités de l'entente de crédit et de l'entente de crédit précédente, la Société doit respecter certaines clauses restrictives, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions visent le maintien d'un ratio maximum de la dette à long terme sur le BAIIA et d'un ratio minimum de couverture des intérêts comme défini dans l'entente de crédit et l'entente de crédit précédente. Le BAIIA, mesure financière non conforme aux IFRS, comprend le résultat consolidé avant les intérêts, l'impôt sur le résultat, les amortissements et d'autres éléments hors trésorerie et ne comprend pas les éléments extraordinaires et inhabituels, y compris les éléments non récurrents et certaines obligations au titre du prix d'achat, ainsi que certains autres ajustements soulignés dans l'entente de crédit. Au 30 septembre 2018, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives relatives à l'entente de crédit. L'entente de crédit contient également des clauses restrictives qui limitent la capacité de la Société et de certaines de ses filiales définies précisément dans l'entente de crédit comme étant les emprunteurs et, par conséquent, les garants de la facilité, à effectuer certains types de transactions et ainsi impose certaines restrictions sur le plan de l'exploitation et de nature financière à l'égard de ces entités. Les ratios financiers aux termes de l'entente de crédit précédente ont été atteints le 31 décembre 2017.

Autres facilités

Au 30 septembre 2018, l'une des filiales de la Société a un emprunt bancaire en cours de 0,494 million de dollars à l'égard duquel des versements trimestriels de 0,131 million de dollars canadiens sont requis (respectivement 0,756 million de dollars canadiens et 0,131 million de dollars canadiens au 31 décembre 2017). L'emprunt porte intérêt au taux préférentiel majoré d'un taux se situant entre 0,25 % et 1,25 % qui s'applique en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA (mesure financière non conforme aux IFRS définie dans la convention d'emprunt) et il vient à échéance le 30 juin 2019. Toutes les exigences portant sur les clauses restrictives de la dette étaient respectées au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017. En mars 2017, cette filiale a modifié son entente de crédit pour y inclure une facilité de crédit-bail. Au 30 septembre 2018, l'encours de ce prêt s'établit à un montant de 0,726 million de dollars canadiens (0,829 million de dollars canadiens au 31 décembre 2017), et des mensualités de 0,015 million de dollars canadiens sont exigées. Au 30 septembre 2018, les parties courante et non courante de l'emprunt se sont établies à 0,154 million de dollars et à 0,572 million de dollars, respectivement. Cette filiale dispose également d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,750 million de dollars canadiens portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 % à 1,25 % qui s'applique en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA sans date d'échéance fixe. Au 30 septembre 2018, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur sa ligne de crédit (néant au 31 décembre 2017).

Une autre filiale de la Société dispose d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,950 million de dollars canadiens portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,50 %, sans date d'échéance fixe. Au 30 septembre 2018, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur la ligne de crédit (néant au 31 décembre 2017).

Débetures convertibles

Tableau 13 – Débetures convertibles (en milliers de dollars)

	AU 30 SEPTEMBRE 2018	AU 31 DÉCEMBRE 2017
	\$	\$
Valeur nominale	86 250	86 250
Moins :		
Frais d'émission ¹⁾	(4 031)	(4 269)
Composante capitaux propres (déduction faite des frais d'émission de 224 \$)	(4 568)	(4 555)
Charge de désactualisation cumulée sur la composante capitaux propres	997	35
Solde à la clôture de la période	78 648	77 461

¹⁾ Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, la Société a révisé les frais d'émission et le taux d'intérêt effectif pour rendre compte des écarts entre les frais d'émission estimatifs à la date d'émission des débetures convertibles non garanties et les factures ultérieurement reçues.

Le 21 décembre 2017, la Société a émis 86 250 débentures convertibles non garanties à 5 %, échéant le 23 juin 2023, les intérêts devant être payés deux fois par année à terme échu, le 30 juin et le 31 décembre de chaque année, à compter du 30 juin 2018, pour un produit brut de 86,250 millions de dollars canadiens. Les débentures convertibles peuvent être converties au gré du porteur à un prix de conversion de 18,85 \$ par action de catégorie A à droit de vote subalterne (les « actions de catégorie A »). Les débentures convertibles ne sont pas remboursables par la Société avant le 30 juin 2021. La Société peut rembourser les débentures convertibles à un prix de 0,001 million de dollars par débenture convertible, majoré des intérêts courus et impayés, à compter du 30 juin 2021 et avant le 30 juin 2022 (pourvu que le cours moyen pondéré des actions de catégorie A à la TSX ne soit pas inférieur à 125 % du prix de conversion de 18,85 \$ par action au cours des 20 jours de bourse consécutifs se terminant 5 jours avant la date à laquelle l'avis de remboursement est donné). À compter du 30 juin 2022, mais avant la date d'échéance, la Société peut rembourser les débentures, moyennant un préavis d'au plus 60 jours et d'au moins 30 jours, à un prix de 0,001 million de dollars par débenture convertible, majoré des intérêts courus et impayés.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, un montant de 2,274 millions de dollars a été versé, représentant les intérêts courus à compter de la date d'émission des débentures convertibles non garanties le 30 juin 2018.

Obligations contractuelles et passifs éventuels

Obligations contractuelles

Au 30 septembre 2018, la Société n'avait aucune autre obligation contractuelle que celles décrites à la rubrique *Obligations contractuelles* du rapport de gestion de l'exercice 2017.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des activités, la Société et ses filiales peuvent faire l'objet de réclamations en lien avec ses activités et ses employés. L'issue éventuelle de telles réclamations en cours auprès de la Société ne peut être déterminée à l'heure actuelle. La Société a l'intention de se défendre contre de telles actions en justice, et la direction estime que leur résolution n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière de la Société.

Arrangements hors bilan

Au 30 septembre 2018, Fiera Capital n'avait conclu aucun arrangement hors bilan, y compris une garantie ou un dérivé, hormis avec des entités à détenteurs de droits variables. La Société ne s'attend pas pour l'heure à conclure de telles ententes.

Capital social

Au 30 septembre 2018, la Société avait 77 180 400 actions de catégorie A et 19 412 401 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 96 592 801 actions en circulation, contre 62 586 973 actions de catégorie A et 19 748 503 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 82 335 476 actions en circulation au 30 septembre 2017.

Paiements fondés sur des actions

Régime d'options sur actions

Un sommaire des changements qui se sont produits dans le régime d'options sur actions de la Société au cours des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018 et 2017 est présenté ci-après :

Tableau 14 – Transactions sur options

	2018		2017	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
En circulation à l'ouverture des périodes	4 183 852	11,86	2 799 345	10,25
Attributions	305 000	12,22	387 000	13,74
Exercices	(336 606)	8,06	(284 758)	8,09
Renoncations	(120 252)	13,63	(20 645)	13,44
En circulation à la clôture des périodes	4 031 994	12,15	2 880 942	10,90
Options exerçables à la clôture des périodes	588 615	8,06	885 264	7,66

Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Les UAD équivalent à une action de catégorie A de la Société. La Société a comptabilisé une charge (recouvrement) de 0,009 million de dollars et de (0,004) million de dollars aux termes de ce régime au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, respectivement (0,012 million de dollars et 0,033 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, respectivement). Au 30 septembre 2018, la Société avait inscrit un passif de 0,103 million de dollars pour les 8 266 unités en circulation aux termes du régime d'UAD (0,205 million de dollars pour les 15 767 unités au 31 décembre 2017).

Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR »)

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR de la Société au cours des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018 et 2017.

Tableau 15 – Transactions sur les UAR

	2018	2017
Unités en en circulation à l'ouverture de la période	608 635	456 303
Attribuées	–	240 662
Réinvestissements au lieu de versements de dividendes	19 955	15 107
Acquisitions de droits	(248 694)	(311 658)
Unités en circulation à la clôture de la période	379 896	400 414

Les UAR équivalent à une action de catégorie A de la Société. La Société a respectivement comptabilisé une charge de 0,78 million de dollars et de 2,82 millions de dollars à l'égard de ces attributions au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, respectivement (0,711 million de dollars et 5,344 millions de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, respectivement).

Rapport de gestion

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, 201 442 actions de catégorie A ont été émises en règlement des UAR dont les droits ont été acquis, et un montant de 0,585 million de dollars a été versé en trésorerie. Au 30 septembre 2018, la Société avait un passif s'élevant à 2,975 millions de dollars pour les 379 896 unités en circulation aux termes du régime d'UAR (3,075 millions de dollars pour les 608 635 unités au 31 décembre 2017).

Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions à règlement en trésorerie (« UAR en trésorerie »)

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR réglées en trésorerie de la Société au cours des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018 et 2017.

Tableau 16 – Transactions sur les UAR en trésorerie

	2018	2017
Unités en circulation à l'ouverture de la période	504 380	316 133
Attribuées	76 873	128 521
Réinvestissements au lieu de versements de dividendes	25 989	14 853
Acquisitions de droits	(32 607)	–
Renonciations	(728)	–
Unités en circulation à la clôture de la période	573 907	459 507

Les UAR en trésorerie équivalent à une action de catégorie A de la Société. La Société a comptabilisé une charge de 1,022 million de dollars et de 1,838 million de dollars à l'égard de ces attributions au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, respectivement (0,639 million de dollars et 1,573 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, respectivement). Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, 32 607 unités dont les droits ont été acquis (néant en 2017) ont été attribuées et un montant de 0,391 million de dollars a été payé en règlement de ces unités. Au 30 septembre 2018, la Société avait inscrit un passif de 3,417 millions de dollars pour les 573 907 unités en circulation (2,435 millions de dollars pour les 504 380 unités au 31 décembre 2017) aux termes de ce régime d'UAR.

Régime d'actions assujetties à des restrictions

La Société a comptabilisé une charge de 0,088 million de dollars et de 0,260 million de dollars au titre du régime d'actions assujetties à des restrictions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, respectivement (0,190 million de dollars et 0,552 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, respectivement).

Régimes d'UALR et de droits à l'appréciation des unités applicables aux unités d'exploitation

En juin 2018, la Société a modifié son régime d'unités d'actions liées au rendement applicable aux unités d'exploitation (« UALR applicables aux unités d'exploitation ») pour y intégrer une capacité d'octroyer des droits à l'appréciation des unités (droits à l'appréciation des unités applicables aux unités d'exploitation). Le régime d'UALR et de droits à l'appréciation des unités applicables aux unités d'exploitation est décrit ci-après :

Régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation

Au cours des trimestres et périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017, la Société a comptabilisé la charge suivante relativement au régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation :

Rapport de gestion

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Tableau 17 – Transactions aux termes du régime d’UALR applicable aux unités d’exploitation (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS		POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS	
	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2017
Attributions réglées en titres de capitaux propres	1 349	3 222	5 039	5 827
Attributions réglées en trésorerie	1 825	–	5 517	–
Total des charges	3 174	3 222	10 556	5 827

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d’UALR de la Société applicables aux unités d’exploitation s’est établie à 6,575 millions de dollars et à aucune UALR applicable aux unités d’exploitation dont les droits ont été acquis au cours de la période. Un total de 407 978 actions de catégorie A ont été émises au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018 en règlement des UALR applicables aux unités d’exploitation dont les droits ont été acquis en 2017.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d’UALR de la Société applicables aux unités d’exploitation s’est établie à 6,566 millions de dollars et aucune UALR applicable aux unités d’exploitation dont les droits ont été acquis au cours de la période. Un total de 730 285 actions de catégorie A ont été émises au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 en règlement des UALR applicables aux unités d’exploitation dont les droits ont été acquis en 2016.

Régime de droits à l’appréciation des unités applicable aux unités d’exploitation

Aux termes du régime d’UALR applicable aux unités d’exploitation, les employés admissibles peuvent recevoir une action de catégorie A de la Société pour un montant équivalent à l’écart entre la valeur de l’entreprise par unité à la date d’acquisition des droits et le prix d’exercice établi à la date d’attribution. La Société a comptabilisé une charge de 0,383 million de dollars et de 0,506 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018.

Régime d’UALR

Les UALR en trésorerie équivalent à une action de catégorie A de la Société. Au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017, la Société a comptabilisé la charge suivante relativement au régime d’UALR :

Tableau 18 – Transactions sur les UALR (en milliers de dollars)

	POUR LE TRIMESTRE CLOS		POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS	
	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2017
Attributions réglées en titres de capitaux propres	345	(200)	1 003	(200)
Attributions réglées en trésorerie	880	368	1 523	1 100
Total des charges	1 225	168	2 526	900

Rapport de gestion Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UARL de la Société s'est établie à 4,828 millions de dollars et aucune UARL dont les droits ont été acquis au cours de la période. Un total de 19 819 actions de catégorie A seront émises au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018 en règlement des UARL dont les droits ont été acquis en 2017.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UARL de la Société s'est établie à 1,2 million de dollars et aucune UARL dont les droits ont été acquis n'a été attribuée au cours de la période. Un total de 73 030 actions de catégorie A ont été émises au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 en règlement des UARL dont les droits ont été acquis en 2016 et un montant de 0,475 million de dollars a été versé en trésorerie.

Régimes d'options établis par les filiales de la Société

L'une des filiales de la Société maintient un régime d'options sur actions fondé sur les actions de la filiale respective. Ce régime est comptabilisé comme un régime réglé en trésorerie. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, le régime d'options sur actions d'une autre filiale a été abandonné. La charge liée aux options sur actions des filiales de la Société inscrite dans les états consolidés du résultat net du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 s'est établie à 0,607 million de dollars et à 1,613 million de dollars, respectivement (0,146 million de dollars et 0,721 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017). Le passif dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie se chiffrait à 3,001 millions de dollars, montant présenté dans les états de la situation financière au 30 septembre 2018 (2,039 millions de dollars au 31 décembre 2017).

Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal des activités, la Société effectue des transactions avec des parties liées, dont deux sont des actionnaires liés, ou avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Aux termes d'une ancienne convention avec un actionnaire lié, cet actionnaire lié avait le droit de nommer deux des quatre administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie A peuvent élire, à condition qu'elle détienne directement ou indirectement au moins 20 % des actions de catégorie A et B, collectivement, sur une base non diluée. À la suite de la conclusion du placement par prise ferme comprenant des débentures convertibles non garanties et une émission d'actions de catégorie A le 21 décembre 2017 et des transactions des actionnaires subséquentes, la propriété réelle de la partie liée s'établissait à environ 18,0 % des actions émises et en circulation de la Société au 30 septembre 2018 (20,7 % au 30 septembre 2017) et, par conséquent, cette convention étant résiliée, la partie liée n'a plus le droit de nommer deux des administrateurs de la Société. Cet actionnaire lié est le promoteur principal de la facilité de crédit de la Société et il est la contrepartie à des instruments financiers dérivés présentée comme entité liée dans le tableau plus bas.

Au 30 septembre 2018, le deuxième actionnaire lié détenait indirectement des actions avec droit de vote spécial de catégorie B correspondant à environ 7,4 % des actions émises et en circulation de la Société (8,8 % au 30 septembre 2017). Selon les modalités de la convention des actionnaires conclue entre cet actionnaire lié et une entité liée à la Société, l'actionnaire lié a le droit de nommer deux des huit administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie B peuvent élire.

Afin de conserver les droits décrits ci-haut, les actionnaires liés sont tenus de conserver un niveau de participation minimal dans la Société et un niveau minimal d'actifs sous gestion.

Le tableau qui suit présente les transactions effectuées soit directement avec les deux actionnaires liés, soit avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Tableau 19 – Transactions entre parties liées (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS		PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS	
	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2017
Honoraires de gestion et de performance et autres revenus	12 504	11 747	36 052	37 349
Frais de vente et charges générales et administratives				
Frais de référence	409	411	1 292	1 230
Autres	126	343	475	558
Intérêts sur la dette à long terme	4 143	4 127	11 296	11 751
Frais d'acquisition	–	–	–	252
(Profit net) perte nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés inclus dans les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	1 558	(3 875)	420	(10 279)

Les transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Les honoraires sont calculés aux prix en vigueur sur le marché et sont réglés selon des modalités commerciales normales.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président du conseil d'administration et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef de la direction financière globale, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, selon la définition que donne à ces termes le *Règlement 52-109*.

Le cadre de contrôle interne de Fiera Capital (la « Société ») repose sur les critères publiés dans le rapport *Internal Control-Integrated Framework (cadre COSO de 2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO ») et est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, appuyés par la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 30 septembre 2018 et ils ont conclu qu'elle était efficace. De plus, aucun changement important n'a été apporté au CIIF au cours du trimestre clos le 30 septembre 2018.

Il est à noter qu'en 2019, un nouveau système comptable sera mis en œuvre et des modifications seront apportées au CIIF. Par ailleurs, le chef de la direction et le chef de la direction financière évaluent actuellement l'incidence, sur le CIIF, qu'auront d'autres projets importants en cours liés à des processus clés (en particulier la facturation, les actifs sous gestion, les transactions opérationnelles et la technologie de l'information).

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, appuyés par la direction, s'assureront que ces modifications importantes seront prises en compte dans le CIIF.

INSTRUMENTS FINANCIERS

En raison de ses actifs et passifs financiers, la Société est exposée, à l'égard des instruments financiers qu'elle utilise, aux risques suivants : risque de marché, risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. Une analyse des risques et de la gestion de ces risques est présentée à la rubrique *Instruments financiers* du rapport de gestion de l'exercice 2017 de la Société. La Société n'a relevé aucun changement important aux facteurs de risque touchant ses activités ni à la gestion de ces risques.

GESTION DU CAPITAL

Le capital de la Société se compose du capital social, des résultats non distribués (du déficit), de la dette à long terme et des débetures convertibles, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par le prêteur. Au 30 septembre 2018, la Société et l'une de ses filiales, assujetties à des calculs effectués sur une base non consolidée, tel qu'il est requis par le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*, se sont conformées à leurs calculs respectifs d'excédent du fonds de roulement. La Société et ses filiales se sont conformées à leurs clauses restrictives en vertu des diverses facilités de crédit.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions, ou procéder à l'émission ou au remboursement de titres d'emprunt ou de débetures convertibles.

JUGEMENTS COMPTABLES SIGNIFICATIFS ET INCERTITUDES RELATIVES AUX ESTIMATIONS

Le présent rapport de gestion renvoie aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre et neuf mois période clos le 30 septembre 2018 et 2017. Un sommaire des jugements comptables significatifs et des incertitudes relatives aux estimations de la Société figure à la note 3 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos le 31 décembre 2017 et 2016. Certaines des méthodes comptables que la Société doit appliquer conformément aux IFRS amènent la direction à poser des jugements et estimations complexes et subjectifs relativement à des questions inhérentes aux incertitudes.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Adoption de nouvelles IFRS

Le 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté les nouvelles normes IFRS suivantes.

IFRS 9, Instruments financiers

L'IFRS 9 a remplacé l'IAS 39, Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation, et a été appliquée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Comme le permet l'IFRS 9, la Société s'est prévalu de l'exemption de ne pas retraiter l'information comparative dans ses états financiers consolidés en ce qui a trait aux exigences de classement et d'évaluation. L'incidence rétrospective de l'adoption de l'IFRS 9 a été comptabilisée comme un ajustement au solde d'ouverture des résultats non distribués et au cumul des autres éléments du résultat global au 1^{er} janvier 2018.

L'adoption de l'IFRS 9 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société.

Classement et évaluation

L'IFRS 9 conserve les exigences existantes de l'IAS 39 pour le classement et l'évaluation des passifs financiers. Elle élimine toutefois les catégories précédentes de l'IAS 39 pour les actifs financiers, soit détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances et disponibles à la vente.

Aux termes de l'IFRS 9, tous les actifs financiers qui sont des instruments de capitaux propres doivent être comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. Toutefois, au moment de la comptabilisation initiale d'un instrument de capitaux propres détenu à des fins autres que de transaction, la Société peut choisir, de manière irrévocable, de désigner l'instrument comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, sans classement ultérieur dans les profits et les pertes en résultat net. Ce choix est fait isolément pour chaque participation. Les dividendes continueront à être comptabilisés en résultat net. Les instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que de transaction peuvent également être désignés de la sorte au moment de l'adoption de l'IFRS 9. Les instruments financiers dérivés continuent à être évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

En raison de l'application des exigences de classement et d'évaluation de l'IFRS 9 avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2018, la Société a reclassé ses titres de capitaux propres classés comme étant disponibles à la vente aux termes de l'IAS 39 à la juste valeur par le biais du résultat net. La Société a donc reclassé un profit non réalisé de 0,161 million de dollars du cumul des autres éléments du résultat global aux résultats non distribués (déficit).

Dépréciation

L'IFRS 9 remplace le modèle des pertes encourues de l'IAS 39 par un modèle des pertes de crédit attendues. Le nouveau modèle de dépréciation des pertes de crédit attendues s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti, aux actifs sur contrat et aux instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, mais non aux placements dans des instruments de capitaux propres. Aux termes de l'IFRS 9, les pertes de crédit sont comptabilisées plus tôt qu'aux termes de l'IAS 39.

Rapport de gestion Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Les actifs financiers de la Société assujettis au nouveau modèle de dépréciation sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et les créances à long terme. La nouvelle directive en matière de dépréciation utilisant un modèle de pertes de crédit attendues n'a pas eu d'incidence significative sur la valeur comptable des débiteurs de la Société ou des créances à long terme puisque les pertes de crédit que la Société a eues étaient négligeables.

Le tableau qui suit présente les catégories d'évaluation initiales selon l'IAS 39 ainsi que les nouvelles catégories d'évaluation selon l'IFRS 9 pour chacun des types d'actifs financiers de la Société au 1^{er} janvier 2018.

Actifs financiers	Classement initial aux termes de l'IAS 39	Nouveau classement aux termes de l'IFRS 9
Trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie soumise à des restrictions	Prêts et créances	Coût amorti
Placements	Disponibles à la vente / juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur par le biais du résultat net
Débiteurs	Prêts et créances	Coût amorti
Créances à long terme ⁽¹⁾	Prêts et créances	Coût amorti
Instruments financiers dérivés	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur par le biais du résultat net

⁽¹⁾ Présentées dans les frais différés et autres des états consolidés de la situation financière.

Les actifs financiers ne seront pas reclassés après leur comptabilisation initiale, sauf si la Société remarque des changements de modèle économique dans la gestion des actifs financiers.

Il n'y a eu aucun changement aux classes d'évaluation selon l'IFRS 9 pour les passifs financiers de la Société au 1^{er} janvier 2018 et, par conséquent, les passifs financiers de la Société ne sont pas présentés dans le tableau ci-dessus.

Comptabilité de couverture

L'IASB permet de conserver les exigences actuelles relatives à la comptabilité de couverture aux termes de l'IAS 39 jusqu'à ce qu'elle mène à terme son projet sur la comptabilité de macrocouverture. Tel que le permet l'IASB, la Société a choisi de ne pas adopter les dispositions générales en matière de comptabilité de couverture de l'IFRS 9 et choisit plutôt de continuer à appliquer les dispositions de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

La Société a également adopté des modifications aux exigences d'information révisées exigées par l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, ce qui entraînera pour la Société l'ajout d'informations concernant ses stratégies de gestion des risques lorsque la comptabilité de couverture est appliquée dans ses états financiers consolidés pour l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2018.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

L'IFRS 15 a remplacé l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et doit être appliquée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La nouvelle norme apporte des précisions concernant une approche en cinq étapes afin de déterminer comment et à quel moment il y a lieu de comptabiliser les produits et impose de fournir des informations supplémentaires. La Société a réalisé une évaluation détaillée des incidences pour toutes les principales sources de produits dans le cadre de laquelle les contrats ont été passés en revue et les produits comptabilisés par la Société ont été analysés.

L'objectif de l'IFRS 15 est d'établir les principes qu'une entité doit appliquer pour présenter des informations utiles aux utilisateurs des états financiers concernant la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie provenant d'un contrat conclu avec un client.

La Société a choisi d'adopter l'IFRS 15 au moyen de l'approche rétrospective modifiée, ce qui a eu pour effet d'appliquer initialement cette norme à la date de la première application (le 1^{er} janvier 2018). Toutefois, l'adoption de l'IFRS 15 n'a pas eu une incidence significative sur la comptabilisation en cours des produits de la Société ou sur le résultat net et, par conséquent, il n'y a pas eu d'ajustements requis sur les résultats non distribués d'ouverture (déficit) au 1^{er} janvier 2018.

IFRS, interprétations et modifications révisées

Les normes révisées dont il est question ci-après sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Leur adoption n'a pas eu d'incidence significative sur les montants présentés et les informations fournies dans les présents états financiers.

Modifications de l'IFRS 2, Paiement fondé sur des actions

En juin 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Les modifications clarifient la comptabilisation aux termes de la norme des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie qui comprennent une modalité de rendement, le classement des transactions dont le paiement est fondé sur des actions comportant des caractéristiques de règlement net ainsi que la comptabilisation des modifications des modalités des paiements fondés sur des actions, qui passent d'un règlement en trésorerie à un règlement en titres de capitaux propres.

IFRIC 22, Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

En décembre 2016, l'IASB a publié l'IFRIC 22, *Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée*, afin de préciser le cours de change qui doit être utilisé pour les transactions comportant l'encaissement ou le paiement d'une contrepartie anticipée en monnaie étrangère.

IFRS publiées mais non encore adoptées

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette norme remplace la norme actuelle de l'IASB pour les contrats de location, soit l'IAS 17, *Contrats de location*, qui exigeait que les preneurs et les bailleurs classent leurs contrats de location comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple et les comptabilise différemment selon le type de contrat. L'IFRS 16 établit les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation de l'information concernant les contrats de location. L'IFRS 16 propose un modèle comptable unique pour les preneurs, où ceux-ci sont tenus de comptabiliser des actifs et des passifs pour tous les contrats de location de plus de 12 mois, sauf si l'actif sous-jacent est de faible valeur. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié l'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. Cette interprétation traite de la manière de déterminer le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt en cas d'incertitude relative au traitement fiscal aux termes de l'IAS 12. Cette norme détermine les cas où les traitements fiscaux doivent être analysés collectivement, les hypothèses des examens des autorités fiscales, la détermination du bénéfice imposable (de la perte fiscale), les assiettes fiscales, les pertes fiscales inutilisées, les crédits d'impôt inutilisés et les taux d'impôt ainsi que l'incidence de changements de faits et de circonstances. Cette nouvelle interprétation s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Améliorations annuelles des IFRS (Cycle 2015-2017)

En décembre 2017, l'IASB a publié *Améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2015-2017*. La prise de position porte sur des modifications apportées aux quatre Normes internationales d'information financière (« IFRS ») découlant du projet d'améliorations annuelles de l'IASB. Les modifications de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, précisent que, lorsqu'une entité obtient le contrôle d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle doit réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. Les modifications de l'IFRS 11, *Partenariats*, précisent que, lorsqu'une entité obtient le contrôle conjoint d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle ne doit pas réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. Les modifications de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précisent que toutes les conséquences fiscales des dividendes devraient être comptabilisées en résultat net, quelle que soit l'origine de l'impôt. Les modifications de l'IAS 23, *Coûts d'emprunt*, précisent que si un emprunt spécifique demeure inutilisé après que l'actif connexe soit prêt pour son utilisation ou sa vente prévue, cet emprunt doit être incorporé aux fonds que l'entité emprunte de manière générale aux fins du calcul du taux de capitalisation des emprunts généraux. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer sa capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement.

Les mesures non conformes aux IFRS, comme leur nom l'indique, ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de l'importante charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Ces mesures non

conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires.

La Société définit le **BAIIA** comme étant le résultat net avant intérêts, impôts sur le résultat et amortissements (BAIIA). Le **BAIIA ajusté** correspond au BAIIA, ajusté pour tenir compte des frais d'acquisition, des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la perte réalisée (du profit réalisé) sur les placements, de la perte découlant de la cession de la participation dans des filiales, du profit sur la cession de la participation dans une coentreprise, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, de la quote-part du résultat net des coentreprises et des charges de rémunération fondée sur des actions.

La Société estime que le BAIIA et le BAIIA ajusté lui sont utiles en ce qu'ils lui permettent d'évaluer sa performance d'exploitation de base d'une période à l'autre sans les variations causées par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société considère que ses activités d'exploitation de base sont la gestion d'actifs, les conseils en placement et les services connexes. Les coûts liés aux initiatives stratégiques comme les acquisitions d'entreprises, l'intégration d'entreprises acquises et la restructuration ne sont pas considérés comme des coûts de base. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers entre les périodes et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités de base. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas qu'ils sont nécessairement non récurrents.

La Société définit la **marge du BAIIA ajusté** comme étant le ratio du BAIIA ajusté aux produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

Le tableau qui suite présente un rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du BAIIA ajusté par action et de la marge du BAIIA ajusté avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Rapport de gestion
Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Tableau 20 – Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T3 2018	T2 2018	T1 2018	T4 2017	T3 2017	T2 2017	T1 2017	T4 2016
Résultat net	1 127	(2 215)	(2 093)	1 084	4 771	504	4 353	5 245
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	969	1 641	17	5 185	(263)	(797)	32	3 142
Amortissement des immobilisations corporelles	1 091	1 018	947	964	976	956	931	894
Amortissement des immobilisations incorporelles	11 834	10 488	10 022	8 778	10 487	10 900	10 935	16 366
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	5 393	5 054	4 761	4 835	2 641	1 827	2 177	5 253
BAIIA	20 414	15 986	13 654	20 846	18 612	13 390	18 428	30 900
Coûts de restructuration, coûts d'intégration et autres coûts	871	2 389	928	6 866	2 357	4 851	1 076	805
Frais d'acquisition	2 594	2 508	3 018	1 679	378	1 659	1 718	3 160
Désactualisation et variation de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat	5 978	5 720	4 467	2 879	375	1 289	1 308	1 072
Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements	(3)	2	27	(128)	2	(8)	(4)	(548)
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles et corporelles	1	–	–	42	480	371	–	–
Rémunération fondée sur des actions	6 765	6 098	6 745	3 871	4 816	6 928	2 673	6 210
BAIIA ajusté	36 620	32 703	28 839	36 055	27 020	28 480	25 199	41 599
PRODUITS	137 109	126 232	119 981	142 046	107 127	109 349	100 574	120 968
Marge du BAIIA ajusté	26,7 %	25,9 %	24,0 %	25,4 %	25,2 %	26,0 %	25,1 %	34,4 %
BAIIA ajusté par action								
De base	0,38	0,35	0,32	0,43	0,33	0,35	0,31	0,52
Dilué	0,36	0,35	0,32	0,43	0,32	0,34	0,30	0,51

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

La Société définit le **résultat net ajusté** comme étant le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté afin de tenir compte de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des éléments de rémunération fondée sur des actions, ainsi que des frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts après impôt, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la désactualisation du taux d'intérêt effectif sur les obligations convertibles, du profit sur la cession de la participation dans une coentreprise après impôt et de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente après impôt, de la perte après impôt découlant de la cession de la participation dans des filiales et d'un profit après impôt sur la réévaluation des obligations au titre du prix d'achat et du profit après impôt sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise de même que de l'incidence de la ratification de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*.

La version modifiée de la définition du résultat net ajusté, laquelle a pris effet le 31 décembre 2017, ne comporte plus d'ajustement pour tenir compte des variations après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir la Société contre l'exposition au risque de taux d'intérêt ou au risque de change. Cette modification a été apportée pour comptabiliser le profit ou la perte sur ces instruments financiers dérivés dans le résultat net, selon la nature de l'élément couvert. Les données comparatives portant sur le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action (de base et dilué) ont été retraitées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

Avec prise d'effet au 31 mars 2018, la Société a modifié la définition du résultat net ajusté pour tenir compte de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat. Également, avec prise d'effet au 30 juin 2018, la Société a modifié la définition du résultat net ajusté pour tenir compte de la désactualisation du taux d'intérêt effectif sur les obligations convertibles. La charge de désactualisation ainsi que les profits et les pertes comptabilisés dans la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlent des accords portant sur la contrepartie conditionnelle, en général dans le cas de regroupements d'entreprises qui sont considérées comme des activités secondaires. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle est évaluée à chaque date de clôture et elle est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation qui utilisent les flux de trésorerie nets prévus actualisés en fonction de la valeur actualisée. La charge de désactualisation (soit, la charge d'intérêts hors trésorerie) fait passer la valeur actualisée des obligations au titre du prix d'achat à sa valeur future au fil du temps. L'ajustement de la charge de désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlant du résultat net ajusté permettent de mieux comparer les résultats financiers entre les périodes lorsque les hypothèses portant sur l'évaluation utilisées par la direction peuvent présenter une certaine volatilité des résultats. Les chiffres comparatifs pour le résultat net ajusté et le résultat net par action (de base et dilué) ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation de la période à l'étude.

La Société estime que le résultat net ajusté lui est utile en ce qu'il lui permet d'évaluer sa performance globale d'une période à l'autre sans la variation causée par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers d'une période à l'autre et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas qu'ils sont nécessairement non récurrents.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Rapport de gestion
Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018

Tableau 21 – Rapprochement du résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T3 2018	T2 2018	T1 2018	T4 2017	T3 2017	T2 2017	T1 2017	T4 2016
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	995	(2 106)	(2 193)	763	4 603	877	4 428	5 203
Amortissement des immobilisations corporelles	1 091	1 018	947	964	976	956	931	894
Amortissement des immobilisations incorporelles	11 834	10 488	10 022	8 778	10 487	10 900	10 935	16 366
Rémunération fondée sur des actions ^{*)}	6 765	6 098	6 745	3 871	4 816	6 928	2 673	6 210
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ^{*)}	871	2 389	928	6 866	2 357	4 851	1 076	805
Frais d'acquisition ^{*)}	2 594	2 508	3 018	1 679	378	1 659	1 718	3 160
Désactualisation et variation de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat et du taux d'intérêt effectif sur les obligations convertibles ^{*)}	6 285	6 058	4 467	2 880	375	1 289	1 308	1 072
Incidence de la loi américaine <i>Tax Cuts and Jobs Act</i> sur l'impôt sur le résultat futur	–	–	–	6 017	–	–	–	–
Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ^{*)}	2 902	2 661	2 590	2 580	933	2 340	1 231	2 231
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	27 533	23 792	21 344	29 238	23 059	25 120	21 838	31 479
Par action – de base								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01	0,06	0,01	0,05	0,07
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	0,29	0,26	0,24	0,35	0,28	0,31	0,27	0,39
Par action – dilué								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01	0,05	0,01	0,05	0,06
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	0,27	0,26	0,24	0,35	0,27	0,30	0,26	0,38

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

FACTEURS DE RISQUE

Les activités de Fiera Capital sont exposées à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent se répercuter sur sa performance financière et d'exploitation. Ces facteurs de risque et la gestion qui en est faite sont présentés plus en détail dans le rapport de gestion pour l'exercice 2017 de la Société, sous la rubrique *Facteurs de risque*. La Société n'a pas observé de changements importants dans ces facteurs de risque qui pourraient se répercuter sur ses activités ou la gestion de ces risques.



FIERACAPITAL